



Elections européennes Par son boycott à 60%, le peuple vote une seconde fois **NON** à l'Europe!

Journal du Cercle Henri Barbusse,
de la Coordination Communiste
Nord - Pas de Calais, du Cercle
Communiste d'Alsace et du Cercle
Communiste de Région Parisienne



Les élections européennes ont donné leur verdict : les 60% d'électeurs

qui ne se sont pas déplacés ont sanctionné ainsi la construction européenne.

Pourtant rien n'a manqué pour les culpabiliser, y compris en falsifiant la vérité, sur l'utilité du pseudo parlement européen, lequel est en réalité abusivement dénommé ainsi alors qu'il n'a pas les attributs d'un vrai parlement, même sous la dictature de classe de la bourgeoisie. En effet il n'a aucune influence sur la définition de la politique de la commission européenne et ne la contrôle pas non plus.

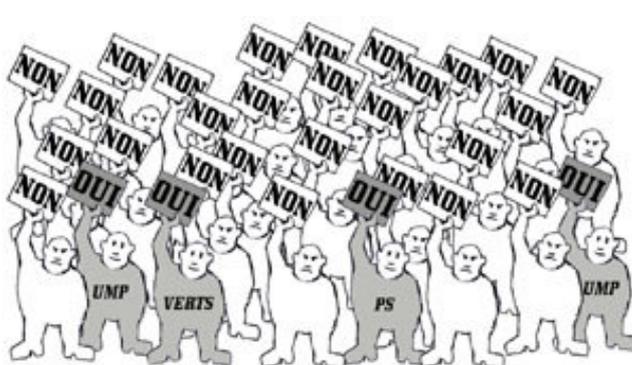
Ce vote démontre que la construction du bloc impérialiste européen est illégitime et donc dictatoriale à l'instar du

viol parlementaire du référendum du 29 mai 2005.

La droite, avec en réalité 12% des électeurs voit encore une fois rejeter par le peuple sa politique ultralibérale, autoritaire et belliqueuse, politique à l'origine de l'actuelle crise systémique du capitalisme. Le PS, incapable de faire valoir sa différence et son opposition à l'UMP et au MODEM, perd son électorat populaire et paie ainsi son soutien inconditionnel au OUI lors du référendum pour le TCE et sa participation active à l'imposture démocratique qu'a été la ratification parlementaire du traité de Lisbonne.

Le Front de Gauche, le NPA et Lutte ouvrière, embarqués dans cette « course à l'échalote », ramassent les miettes d'un électorat des classes moyennes précarisées en déficit d'idéal, auquel ils ont réussi à vendre le mythe de l'Europe sociale. Leur attachement à la construction européenne est inversement proportionnel à leur engagement dans un réel rassemblement pour le changement en France.

Les écologistes font un score équivalent au PS, Daniel Cohn-Bendit devient ainsi le remplaçant agréé par l'Elysée d'Olivier Besancenot dans le rôle de



**7 Juin 2009 - Elections européennes
"L'UMP l'emporte haut la main!"**

contre-feu au rassemblement de la gauche radicale, antilibérale et anticapitaliste, celle qui s'est massivement abstenue. « Dany le rouge » de 68 est ressorti du placard par l'Europe du capital financier et des monopoles pour opposer « l'écologie » à la lutte des classes émancipatrices des travailleurs.

Dans les 27 pays les peuples ont aussi voté NON une seconde fois à l'Europe du capital vu la force de l'abstention pratiquement partout.

Les forces populaires et progressistes ne peuvent pas, malgré tout, se contenter de cette victoire de l'abstention consciente sans chercher à « transformer l'essai » par le développement de luttes victorieuses contre les effets dévastateurs de leur Europe

le 7 juin

libérons nous!

BOYCOTT Militant!
ABSTENTION Citoyenne!

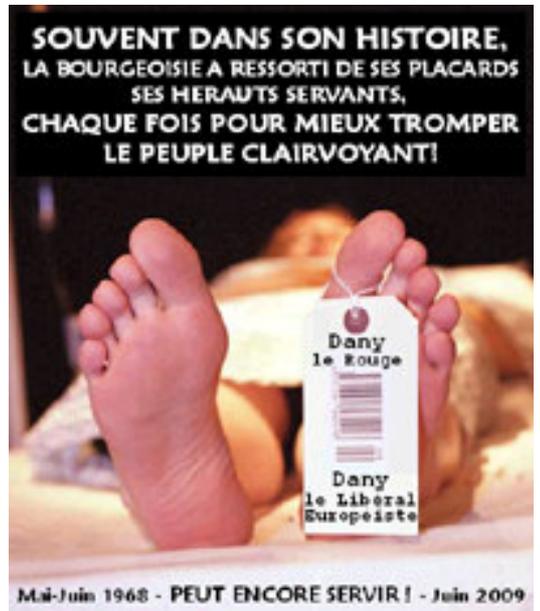
Au SOMMAIRE... Les élections européennes - Syndicats et unité d'inaction - Michelin Seclin en grève - Répressions sarkozystes - 45% des pauvres en France ont moins de 25 ans - Sangatte - Sommet anti-OTAN à Strasbourg - Elections en Iran, en Afrique du Sud, au Sénégal - Sommet des Amériques - Solidarité avec les 5 - Bilan de notre séminaire de formation marxiste-léniniste des 9 et 10 mai derniers...

impérialiste en construction, seules capables d'imposer un coup d'arrêt à l'offensive libérale, pour faire payer la crise du système capitaliste aux travailleurs et aux peuples.

La *Rassemblement des Cercles Communistes* et les organisations de la reconstruction communiste, en appelant au boycott de ces élections, ont démontré qu'ils étaient en phase avec l'électorat populaire. Cependant

du chemin reste encore à parcourir pour faire s'exprimer dans les luttes la revendication de la nécessaire « sortie de la France de l'Union Européenne » complément indispensable du mot d'ordre « c'est aux riches, au CAC40 de payer leur crise ».

Listes	Voix	% inscrits	% exprimés
Inscrits	44 282 679		
Abstentions	26 282 225	59,35%	
Blancs ou nuls	781 480	1,76%	4,54%
NPA	1 050 170	2,37%	6,10%
Front de Gauche	1 041 755	2,35%	6,05%
PS	2 837 674	6,41%	16,48%
Divers Gauche	81 045	0,18%	0,47%
Verts	2 802 950	6,33%	16,28%
Régionalistes	42 969	0,10%	0,25%
Modem	1 455 225	3,29%	8,45%
UMP	4 798 921	10,84%	27,87%
Divers Droite	1 160 933	2,62%	6,74%
FN	1 091 681	2,47%	6,34%
Extrême droite	87 276	0,20%	0,51%
Autres	768 375	1,74%	4,46%



Les vrais résultats de ces élections!

Bilan de notre campagne pour le boycott des élections européennes...

Si la démocratie c'est le droit de voter, c'est aussi parfois le devoir de ne pas voter!

Notre organisation a mené dès la manif du premier mai dernier une campagne pour le boycott des élections européennes.

Dans les cortèges, dans les quartiers et quelques entreprises, nous avons diffusé notre tract appelant à l'abstention, qui a reçu un accueil très favorable. Avant même les résultats de dimanche, nous avons pu commencer à évaluer de cette manière le degré de rejet de l'Europe par le peuple, en particulier dans la tempête sociale qui s'abat depuis l'année dernière. Un appel unitaire au boycott RCC – PRCF – Rouges Vifs Ile de France a été largement diffusé sur Internet.

En cherchant à transformer « le négatif en positif », l'abstention simplement hostile à l'Europe en un boycott politiquement conscient et déterminé à aller plus loin, nous avons réactivé depuis notre précédent numéro (supplément du Chantiers n°21) une campagne « pour la sortie de la

France de l'Union Européenne ». C'est sur ce mot d'ordre que nous avons organisé à Lille quelques jours avant le scrutin une réunion publique à laquelle étaient invités à s'exprimer le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF) et, pour la première fois à Lille, le Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) [Vidéo disponible sur notre site internet].

Notre position, accueillie sans hostilité et souvent avec enthousiasme dans les quartiers populaires, a pu provoquer l'incompréhension de certains camarades militants, notamment impliqués dans la campagne du Front de Gauche. Il est donc utile de rappeler pourquoi nous avons mené cette campagne active pour le boycott.

Tout d'abord, le NON de classe majoritaire à la constitution européenne en 2005 n'a pas empêché cette constitution de réapparaître quelques années plus tard, sous une forme équivalente et sans consultation du peuple. Cette victoire du NON n'a pourtant pas servi à rien : Elle a au moins permis de prouver que l'UE n'est pas démocratique, et qu'elle impose ce qu'elle veut en foulant aux pieds la volonté populaire. Partant de là, quel peut être l'enjeu d'une élection au niveau européen aujourd'hui, si ce n'est de forcer les peuples à « renouer » symboliquement avec le processus de construction européenne, à faire oublier son caractè-

re anti-démocratique voire à la faire apparaître de nouveau comme « démocratique » et légitime ? Il est évident qu'une baisse de l'abstention à ces élections par rapport à celles de 2004 aurait été immédiatement interprétée par la bourgeoisie comme un signe de regain d'intérêt ou d'adhésion au projet européen de la part des peuples.

Si en Grèce ou au Portugal, le Parti Communiste présentait légitimement une liste à ce scrutin sur une ligne claire de rejet du processus de construction européenne, aucun parti de gauche en France ne s'est désolidarisé du mythe de « l'Europe sociale », ce rêve fabriqué par les bourgeoisies européennes pour se substituer à nos idéaux par la force et nous impliquer dans la construction et la consolidation du bloc impérialiste européen. Que signifie d'ailleurs vouloir « changer l'Europe » quand l'UMP et le FN eux-mêmes font d'une « autre Europe » leur slogan ? Ce mot d'ordre n'est-il pas l'aveu implicite que personne n'en veut de cette Europe ?

Pour construire un bloc alternatif de pays progressistes où le rapport de force s'inverserait, comme l'ALBA en Amérique Latine, il faut au contraire rompre et sortir, se libérer du carcan capitaliste européen qu'on nous impose, et non en appeler à l'utopique « changement » d'un des impérialismes les plus puissants du monde.

L'issue du vote est claire : C'est l'abstention en forte hausse depuis la dernière élection de 2004 qui frappe les esprits. Cette abstention a été celle des couches





Manifestation du premier mai à Lille

4 juin, réunion publique organisée par la Coordination Communiste autour du boycott des élections et de la nécessité de sortir de l'Europe. A la tribune intervenaient Michel Decourcelles (Coordination Communiste - au centre), Christian Pierrel (Parti Communiste des Ouvriers de France - à droite) et Vincent Flament (Pôle de Renaissance Communiste en France - à gauche). La vidéo de la conférence est disponible sur notre site internet.



populaires, celle d'une « France d'en bas » qui prend conscience toujours plus clairement à chaque scrutin, que l'Europe des Sarkozy et Merkel, et plus largement le système capitaliste-impérialiste mondial, sont responsables de cette situation économique insupportable dont il faut absolument sortir. Les couches sociales qui ont voté sont principalement celles de la petite bourgeoisie « pro-européenne » (notamment écologiste).

Pour analyser honnêtement les résultats de ces élections, il faut y inclure les abstentions et les blancs et nuls. Nous avons alors : NPA+LO = 2,37 % ; Front de Gauche = 2,35 % ; PS = 6,40 % ; Divers Gauche = 0,18 % ; Verts = 6,32 % ; Modem = 3,28 % ; UMP = 10,83 % ; FN = 2,46 %.

Le pouvoir sait que les « abstentionnistes » ne sont pas des citoyens « irresponsables » mais des électeurs en colère et qui rejettent l'Union Européenne. Lorsqu'ils sont allés voter NON en 2005 au moment du référendum, l'abstention était faible ; signe que le peuple n'est pas indifférent à la construction européenne... au contraire !

Si Cohn-Bendit avait besoin du renfort de l'ancien « noniste » José Bové pour sa campagne, si Gilles Pargneaux, candidat PS dans la région Nord, était symboliquement flanqué de l'ancien « noniste » Fabius sur les photos de ses tracts de campagne, si le Front de Gauche et le NPA ciblaient Sarkozy et non l'Europe dans leurs affiches, c'est bien la preuve que pour lutter contre l'abstention et améliorer leurs scores respectifs, il fallait soit dissimuler l'enjeu européen, soit tenter de faire oublier l'ultra-libéralisme pro-européen que claironnaient en permanence les Cohn Bendit et autres dirigeants PS avant la crise.

Si la vraie démocratie, c'est le droit de voter, c'est aussi le devoir de ne pas voter dans certaines circonstances !

Surtout quand on nous impose une parodie électorale pour valider un projet impérialiste guerrier et destructeur !

MARIAGE AU SOMMET... Pour l'unité d'inaction!

L'unité des organisations syndicales – et non pas l'unité syndicale – est à l'ordre du jour. Il paraît que cela plaît et fait bouger les travailleurs. C'est peut-être vrai mais une chose est sûre : cela plaît au gouvernement si l'on en croit les discours de Sarkozy et les louanges de Fillon. Chronique d'un mariage annoncé...

La demande en mariage

Dans le journal « Le Monde » Nicolas Sarkozy (ou un autre) écrivait : « ...nous appuyer sur le dialogue social pour conduire les réformes. (...) Juste après l'élection présidentielle et avant même de rejoindre l'Élysée, j'ai tenu à recevoir les organisations syndicales et patronales pour les écouter et recueillir leurs positions sur les premières actions que je comptais entreprendre. »

Le contrat

« Depuis, je continue à recevoir très régulièrement chacun de leurs représentants. Je les connais bien, nous avons parfois des divergences, mais notre dialogue est toujours franc. (...) La réforme des régimes spéciaux de retraites (...) a pu être menée à bien à l'automne [2007 - ndr] grâce à une intense période de concertation au niveau national [grève - ndr] et des

négociations dans chacune des entreprises concernées [grève cisailée par les directions syndicales et notamment ce qui est plus grave la CGT- ndr] ».

La dot

« (...) donner aux partenaires sociaux un cadre de financement totalement transparent et qui leur permette d'exercer pleinement leurs missions (...) il faut faire évoluer rapidement les règles du jeu pour refonder notre démocratie sociale. (...) »

La publication des bans

« Je crois à la nécessité des réformes. Je crois à la vertu et à la force du dialogue social. Je crois [j'appelle NDR] à l'esprit de responsabilité des partenaires sociaux. Et je crois enfin que nous sommes sur le bon chemin. »

La célébration du mariage

Quelques jours après, le 24 avril, il déclarait dans une intervention télévisée : « On ne peut pas gouverner un pays sans des forces syndicales responsables »

Les félicitations

Elles sont venues par la voix même du premier ministre, François Fillon, dans une interview donnée au journal Le Figaro le 14 mai 2009. A la question du journaliste « Trouvez-vous le climat social très dégra-

dé? » François Fillon répond :

« C'est normal qu'il soit tendu dans une période aussi difficile que celle que nous [les travailleurs de Faurecia ou Akebono apprécieront le « nous » - ndr] traversons actuellement. Mais je constate que le sens des responsabilités l'emporte chez les partenaires sociaux : chacun d'eux a compris que les manifestations et les grèves ne relanceraient pas l'économie et que les séquestrations de chefs d'entreprises pouvaient avoir des effets désastreux sur l'attractivité française et pour les salariés. A part quelques extrémistes qui défendent un autre modèle de société, tout le monde s'est comporté de façon responsable. » [« Quand ton ennemi te félicite, demande toi quelle erreur tu as commise » NDR]

Pour Sarkozy et Fillon, ainsi qu'ils le disent eux-mêmes en termes politiquement corrects, les syndicats ont vocation à se transformer en corps intermédiaire de la République recevant d'elle des subsides pour accomplir leur mission. Ils se transformeront en syndicats d'accompagnement, vulgaire appendice de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Certains ont déjà bien entamé leur mutation, d'autres la commentent seulement. Mais un jour il faudra rendre des comptes, car dans un mariage l'important n'est pas la dot mais le contrat. Et celui-ci pourrait conduire les directions syndicales actuelles à un divorce à la base !

Seclin: Non Monsieur MICHELIN, les travailleurs ne sont pas des domestiques!

Déclaration de la Coordination Communiste 59 - 62

Combien de temps encore
Allons-nous nous laisser faire
Sans rien faire?
Y. Jamet

C'est en Comité d'entreprise de groupe que les salariés de SODEMECA (Groupe MICHELIN) ont appris ce matin la fermeture du site de NOYELLES LEZ SECLIN. 276 salariés sont concernés. Que les patrons profitent de la crise pour restructurer, personne n'en doute plus aujourd'hui tant les exemples se multiplient, tant les flagrants délits sont aujourd'hui assumés par une bourgeoisie de plus en plus arrogante et méprisante envers ceux qui produisent leurs richesses.

Néanmoins cette annonce appelle une série de questions qu'il faudra bien que les travailleurs, toutes catégories confondues, se posent un jour prochain s'ils veulent sortir gagnants de la crise que leur impose le capitalisme.

A quoi sert un comité d'entreprise de groupe? En ce qui concerne Michelin, mais d'autres aussi, le CEG sert visiblement à annoncer les mauvaises nouvelles loin des travailleurs et à l'abri de leur légitime colère. Car cette mauvaise nouvelle aurait pu et dû être annoncée au comité d'entreprise de SODEMECA à NOYELLES LEZ SECLIN.

A l'annonce de ce mauvais coup, tout à fait légitimement, les travailleurs du site de SECLIN se sont mis en grève. Il faut dire que la direction du site s'était engagée six mois auparavant à ne pas fermer

ses portes et que le 15 mai, lors de l'assemblée générale des actionnaires, Michel ROLLIER, patron du groupe avait répété « qu » il n'y avait pas de décision de plan social en France ».

Que vaut la parole d'une direction d'entreprise? Que vaut la parole d'un patron d'un tel groupe qui, s'il est un peu conséquent, sait longtemps à l'avance quand et quel site il va fermer? Visiblement cette parole ne vaut rien, n'a aucun prix même pas celui de son hypocrisie.

Qui osera encore nous parler de la responsabilité sociale des entreprises? De l'entreprise citoyenne? Et quel travailleur peut-il encore y croire lorsque Peugeot diminue sa production en France pour l'augmenter en Tchéquie, lorsque Collaert ferme pour s'installer en Pologne, lorsque Michelin abandonne le site de SECLIN pour garantir ses profits et les dividendes d'une poignée d'actionnaires, qui, peut-être, iront dépenser l'argent volé aux travailleurs aux Seychelles, aux Bahamas ou dans un quelconque paradis fiscal?

Que valent les plans d'aménagement du territoire lorsqu'une entreprise aussi importante peut fermer ses portes sans qu'aucun « politique » n'y trouve à redire? Là aussi, force est de constater que si une région comme le Nord-Pas de Calais est sinistrée ce n'est pas un hasard. C'est

que quelques uns la détruisent. Ceux-là même qui, venus exploiter les compétences, les connaissances, le savoir-faire et le sérieux des travailleurs, ont souvent bénéficié d'« aides publiques » multiples généreusement accordées par ceux qui, à tous niveaux, prétendent nous diriger.

Que valent les vies des travailleurs face à la course effrénée au profit capitaliste? Ces travailleurs qui devront déménager s'ils ne veulent pas perdre leur travail. Les patrons ont-ils aussi le droit de décider où vivront les gens? Les *Loquebaux de S'clin* devront-ils, abandonner leur famille et leurs amis pour aller survivre à Montceau les Mines ou à Clermont-Ferrand pour satisfaire à la soif de profit de leur patron. La famille MICHELIN pense-t-elle que les travailleurs qu'elle exploite sont des domestiques qui doivent suivre leur maître au gré de ses déplacements dans l'univers du profit?

Les travailleurs du site MICHELIN de NOYELLES LEZ SECLIN se sont mis spontanément en grève et ils ont raison. La Coordination Communiste 59/62 les soutient d'ores et déjà et les soutiendra dans toutes les luttes à venir pour garantir la production du site de SECLIN comme elle soutient et soutiendra tous les travailleurs en lutte ici et partout.

le capitalisme ne sera jamais humain et moral!

IL FAUT ~~LE REFORMER
L'HUMANISER
LE REFONDRE
LE DEPASSER~~



d'après Viktor Deni 1919

LE RENVERSER!

7 JUIN 2009
abstention / sanction
parce que leur Europe n'est qu'un leurre !

je me suis abstenue
tu t'es abstenue
il, elle s'est abstenue
nous nous sommes abstenus
vous vous êtes abstenus
ils, elles se sont abstenus

Alors, dès demain!
conjuguons nos forces et nos luttes pour sortir enfin de l'Union Européenne!

Quand le contrôle social... tient lieu de politique sociale!

Sous le règne Sarkozy, l'enfance devient une classe dangereuse !

- Deux enfants de 6 et 10 ans soupçonnés de vol pour des vélos qui « ressemblaient » à des vélos volés, embarqués à proximité de leur école par deux équipages composés de six policiers, puis interrogés deux heures durant dans un commissariat de police, après convocation des parents!... « C'est honteux! » ; Aïcha Ouachin, la maman de l'un d'eux, Hicham, n'a pas d'autres mots pour qualifier la mésaventure qui est arrivée à son fils. L'accusation s'est avérée fautive, mais les enfants, eux, ne sont pas près d'oublier. Réactions emportées de parents à la sortie de l'école: « On n'a pas vraiment vu ce que la police faisait, mais s'ils se mettent à traiter des enfants comme des grands délinquants, où va-ton! », « Si jeune, ça a de quoi traumatiser! », « La police est là pour protéger la population pas pour la terroriser! ». Hicham, lui, a demandé à sa maman de ne pas retourner à l'école...

- Un gamin de 8 ans convoqué dans une gendarmerie pour répondre d'un « délit de bagarre dans la cour de récré »...

- Fouilles musclées dans plusieurs lycées et collèges de la République avec chiens renifleurs et palpations...

- Darcos va installer des portiques détecteurs de métaux à l'entrée des établissements scolaires et créer un GIGN de l'Education nationale (« force mobile d'agents assermentés, recrutés et formés », placés auprès des recteurs pour intervenir dans les établissements en cas de « problèmes particuliers »)...

Bientôt près d'un million de caméras dans les rues de nos villes !

Une pour soixante habitants, quel que soit son âge, bientôt chacun la sienne! C'est le souhait de la ministre de la police politique Alliot-Marie qui déclare: « La vidéosurveillance est une nécessité face au terrorisme et un atout contre l'insécurité ».

Nous voyons ainsi se dessiner la France de demain, celle que nous allons laisser à nos enfants. Le ministère de l'intérieur s'intéresse à l'achat de drones, une « drôle » de machine silencieuse qui survolera les rues et les cités pour enregistrer ce qui s'y passe. Les caméras de surveillance vont pousser à chaque carrefour et transmettront en direct les allées et venues des citoyens, afin, dit-on, de garantir leur sécurité. On imagine déjà les milliers de citoyens lésés, confondus et accusés à tort!...

Un voyageur accusé de « tapage inju-

rieux diurne » !

Pour avoir crié à deux reprises « **Sarkozy, je te vois !** » dans la gare St Charles de Marseille, alors qu'il assistait à un contrôle d'identité un peu musclé à son goût et pour avoir provoqué l'hilarité des passagers, témoins de la scène. Les policiers, estimant que l'apostrophe a attiré l'attention du public et gêné leur contrôle, l'emmènent alors au poste de police de la gare pour procéder à un contrôle d'identité et dresser un procès-verbal. Les représentants de la force publique y affirment que « *par la durée et la répartition de ses cris* », l'enseignant a porté atteinte à la tranquillité publique, contrevenant ainsi à l'article 13-37 du code de la santé publique. Croyant l'affaire close, le Marseillais a eu la surprise, plus d'un an plus tard, d'être convoqué au commissariat du 9ème arrondissement début avril 2009, puis de recevoir le 20 avril une citation à comparaître devant le juge de proximité.

On ne compte plus les cas de criminalisation ou d'intimidation judiciaire de militants syndicaux !

Ainsi récemment, notre camarade **Charles Hoareau**, responsable CGT dans les Bouches du Rhône, figure emblématique de la lutte des chômeurs, grand défenseur des précaires et des plus démunis, a subi une garde à vue de 28 heures dans

le cadre de son action syndicale et devra comparaître devant le tribunal correctionnel de Marseille le 29 juin prochain... Auparavant ce fut le tour de notre camarade **Elie Domota**, porte-parole du LKP, mis en examen pour « incitation à la haine raciale » (!!!) après avoir tenu des propos anticolonialistes sur la réalité historique, sociologique et culturelle de la Guadeloupe. N'arrivant pas à faire reculer le mouvement en cours depuis plus de six mois contre la *pwofitasyon*, l'Etat français a décidé d'actionner son appareil de répression.

Depuis quelques semaines, une cascade d'enquêtes judiciaires et de procès s'abat sur les militants et sympathisants de l'UGTG. La centrale syndicale a dû lancer un appel au mouvement ouvrier international pour alerter l'opinion mondiale sur cette justice « coloniale ».

En Kanaky, depuis deux mois et demi, un conflit



social dure à *Air Calédonie* : la direction refuse toute négociation avec les grévistes et leur syndicat USTKE. C'est pourquoi, l'USTKE appelait le 28 mai à une journée de grève générale pour que tous les travailleurs/ses de Kanaky marquent leur solidarité, avec notamment une présence massive des militants à l'aéroport de Magenta.

Face à la solidarité ouvrière, l'Etat a répondu une nouvelle fois par la répression policière : gendarmes mobiles et

GIPN ont violemment attaqué les militants USTKE. Cette violence policière prend sa source dans les ordres des représentants du gouvernement qui assimile l'action syndicale à du « banditisme » et reprend à son compte la triste formule des « grévistes preneurs d'otages ».

Vingt sept militants de l'USTKE ont été placés en garde à vue. Et tout laisse craindre qu'une nouvelle fois, l'Etat va aider le patronat en tentant de briser l'USTKE à travers des procédures judiciaires totalement iniques. Les patrons voyous ne respectent même plus les décisions de justice et osent porter plainte contre les travailleurs qui demandent

leur application. Les militants syndicaux qui osent dire NON et RESISTER deviennent les cibles d'une répression qui prend de multiples formes : actes d'intimidation, procédures disciplinaires, harcèlement, mises à pied, licenciements... mais aussi incarcérations et poursuites pénales. C'est la même logique répressive qui est mise en œuvre vis-à-vis des mouvements sociaux. Plutôt que de s'attaquer directement aux organisations et aux questions de fond, les patrons tentent de personnaliser les conflits, d'isoler et de briser les militants les plus combattifs. Certains sont poursuivis devant la justice comme de vulgaires délinquants pour des faits déformés ou des délits imaginaires. Tandis que leurs vies personnelle et professionnelle

sont brisées, ils s'épuisent, eux et leurs soutiens, dans le labyrinthe judiciaire. Pendant ce temps, les poursuites à leur encontre dénigrent leur action syndicale et les légitimes revendications qu'ils portent, tout en effrayant les autres



salariés.

Les délits d' « harcèlement et d'agressivité à l'égard de l'employeur » se multiplient. En bref, quand un militant syndical s'engage auprès des salariés pour faire respecter le code du travail et organiser la lutte pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, il harcèle la direction ! C'est bel et bien le droit démocratique de se défendre, de s'organiser qui est aujourd'hui attaqué. La criminalisation du mouvement social et du mouvement syndical est aujourd'hui une réalité concrète qui vise à casser toute action de protestation. **L'action syndicale est assimilée à du harcèlement à l'égard des patrons et devient motif de licenciement. Les salariés en lutte sont de plus en plus assimilés à des terroristes !**

TOUS CES FAITS... ET COMBIEN D'AUTRES ! Comme les rafles et expulsions journalières de sans-papiers, comme l'internement d'enfants dans les centres de rétention, comme la détention arbitraire de Julien Coupat et de ses amis, comme la répression s'abattant sur les militants indépendantistes basques, comme la justice d'exception à l'encontre de Georges Ibrahim Abdallah et des ex-membres d'Action Directe, comme les atteintes à la présomption d'innocence d'Yvan Colonna, comme l'acharnement policier et le harcèlement judiciaire contre notre ami Armand Nwatsock de la commission juridique du CSP59, comme les poursuites et inculpations d'étudiants anti-LRU... sont gravissimes dans une « démocratie ».

La France de 2009 prend-elle progressivement le chemin de l'Italie ou de l'Allemagne de 1933, de l'Amérique maccarthyste des années 1947- 53 ? On ne sait plus... On s'habitue, c'est tout!

On s'habitue à vivre dans un régime où la police peut mentir presque impunément, où les droits de l'homme sont de plus en plus régulièrement foulés aux pieds, et où une justice de classe a remplacé la présomption d'innocence par une « présomption de culpabilité ». Des milliers de « sans-papiers » sont internés dans 32 camps avec barbelés, miradors et escadrons de CRS, comme avant la seconde guerre mondiale pour les républicains d'Espagne ; être jeune est suspect aux yeux des gouvernants, les syndicalistes sont arrêtés, et les vrais voyous laissés en liberté. Les jeunes sont trop souvent victimes d'une justice d'abattage, avec les dérives des comparutions immédiates, tandis que les vieux politicards soupçonnés de corruption sont jugés 10 ou 15 ans après les faits, une fois les témoins morts et enterrés, comme pour Pasqua ou Chirac ! Aux Etats-Unis, fortement touchés par ces dérives totalitaires sous le gouvernement Bush, une organisation citoyenne s'est créée, *Cop-Watch*, pour surveiller les forces « de l'ordre » et filmer leurs dérapages. Faudra-t-il en faire autant pour retrouver une police qui respecte les droits des citoyen-ne-s ?

Désormais, VOUS êtes suspect ! Suspect de ne pas accepter sans broncher cet « ordre » criminel et destructeur des libertés, de notre humanité, et de notre planète. Désormais, vos communications seront interceptées en dehors de toute autorité judiciaire (loi *Hadopi*, fichiers *Edvige* et *Cristina*), votre ADN sera fiché et ce qui reste de vos droits revendus au plus offrant. La seule question encore en suspens, c'est : et VOUS ? Quand viendront-ils vous arrêter ? Inutile de demander pourquoi VOUS serez arrêtés : ils trouveront...

Un conseil pratique: planquez-vous durant les périodes pré-électorales! Car depuis 2002, le thème sécuritaire si cher à l'UMP ressurgit à l'approche de chaque scrutin avec la régularité d'une hirondelle au printemps...

Chomage partiel??



Patron partiel!!

Signons tous la pétition de soutien à Charles Hoareau et contre la criminalisation du mouvement social et de la résistance syndicale!



<http://lapetition.be/en-ligne/petition-4483.html>

Rappel : Le 29 juin 2009, Charles Hoareau, responsable CGT des Bouches du Rhône, est convoqué au tribunal correctionnel de Marseille, dans le cadre d'un conflit du travail qui oppose la société ADOMA et 39 de ses salariés depuis novembre 2007, pour répondre des accusations de "menaces répétées" lancées contre lui par l'un des représentants d'ADOMA. Il y a quelques semaines, Charles Hoareau a même été placé plus de 24 heures en garde à vue dans ce cadre. Il voit ainsi son nom inscrit à la suite de la longue liste des nombreux militants poursuivis judiciairement, de façon systématique, et parfois avec acharnement, notamment, depuis quelques années : les travailleurs en lutte des chantiers navals de Saint-Nazaire, Roberto Ferrario et Bellaciao, Elie Domota (LKP), Gérard Jodar et les militants de l'USTKE (Kanaky), les manifestants et syndicalistes inculpés à Saint Nazaire le 29 janvier, Gérard Filoche, inspecteur du travail poursuivi pour délit d'entrave, Clément Onimus, doctorant à l'E-PHE accusé de violence envers un CRS au moment du conflit des universités, mais aussi, les 49 inculpés de la place de la Nation le 19 mars, les 74 agents d'EDF-GDF, et bien d'autres. Cette pétition vise à le soutenir, mais au-delà, à soutenir tous les syndicalistes et salariés en lutte pour leur dignité, leurs salaires et leurs emplois, et pour s'opposer à la criminalisation du mouvement social.

TEXTE DE LA PÉTITION

Depuis quelques mois se multiplient les actes d'intimidation en direction de celles et ceux qui se battent pour le progrès social ou la défense des droits des salarié-e-s et citoyen-ne-s de ce pays. Dans cette entreprise, pouvoir et grand patronat font de plus en plus souvent appel aux services de police et à l'appareil judiciaire. Ainsi, dans cette logique, se retrouvent entraîné-e-s dans des procédures pénales des hommes et des femmes dont le seul tort est d'avoir défendu une autre conception de la société que celle d'une logique de profit et d'écrasement de l'homme, d'avoir participé à des luttes pour l'emploi, les salaires, le service public, la démocratie, les libertés, la défense des sans papiers. Victimes de cette répression sans précédent, solidaires de ces militant-e-s du bonheur, nous voulons dire avec force aux tenants du pouvoir que l'on ne nous fera pas taire ! Héritiers et héritières d'un mouvement ouvrier qui a connu dans son histoire la répression, la clandestinité, la lutte antifasciste et les guerres coloniales et n'a jamais reculé, nous ne reculerons pas nous non plus devant les menaces. L'avenir des droits et libertés de ce pays en dépend. Jamais dans l'histoire la répression n'est venue à bout durablement de la lutte pour la justice. **Nous continuerons !**

PREMIERS SIGNATAIRES : André Fadda, responsable USM CGT Saint Nazaire - Charles Hoareau, responsable syndical, CGT Bouches du Rhône, poursuivi pour "menaces répétées" - Elie Domota, porte-parole du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon), Gwadeloup, poursuivi pour "diffamation" - Gérard Filoche, Inspecteur du travail, poursuivi pour "délict d'entrave" - Jean François Tealdi, secrétaire général SNJ CGT France Télévisions - Jean Luc Botella, secrétaire général CGT PTT Bouches du Rhône - Pascal Galeote, secrétaire général adjoint CGT Port de Marseille - Roberto Ferrario, co-fondateur du site Bellaciao.org, poursuivi pour diffamation en 2007 par les Chantiers navals de Saint Nazaire et relaxé, SNJ CGT - Solidarité Kanaky, collectif de lutte contre la répression de l'USTKE en Kanaky - Raymond Mérat, Avocat à la cour, Représentant à Genève de l'Association internationale des juristes démocrates - Union Départementale CGT de Paris (CGT 75)

45% des pauvres en France ont moins de 25 ans... Conditions objectives d'une réunion des luttes dans la jeunesse entre les anti-LRU, anti-CPE et la jeunesse des quartiers populaires ? *par le CCRP*

La jeunesse conserve un fort potentiel révolutionnaire en France. Cependant les luttes de la jeunesse sont quantitativement et qualitativement différentes, ces disparités sont liées aux différentes origines de classe des jeunes.

Chaque catégorie de jeunes possède ses problèmes spécifiques ; par exemple la jeunesse des quartiers populaires subit d'avantage le racisme, les violences policières, l'apartheid urbain, l'exclusion scolaire et institutionnelle etc. La jeunesse issue de la petite bourgeoisie connaît d'autres problèmes comme la dégradation récurrente des conditions de vie, la précarité, le mal-logement, le manque de réelle perspective d'avenir, le chômage... Chaque catégorie possède aussi ses moyens d'action qui sont directement ou indirectement issus et influencés par le milieu où la jeunesse évolue. Malgré toutes ces divergences, une seule et unique convergence se dégage : la jeunesse possède un ennemi commun, le capitalisme. Alors, pourquoi la convergence des luttes de la jeunesse de France tarde t-elle à se réaliser ?

LES LUTTES AU SEIN DE LA JEUNESSE FRANÇAISE

En 2008 et 2009, les attaques contre le système éducatif et la jeunesse française se sont multipliées. Du côté des lycéens, on lutte contre la loi Darcos, les suppressions de postes et les dérives ultra-sécuritaires au sein des lycées populaires, ces dernières visant à étouffer tout sentiment de lutte ou de révolte. Du côté des étudiants et des précaires, les luttes s'organisent contre une loi ironiquement appelée « Loi relative aux libertés et responsabilités des universités », ou loi L.R.U, qui organise la privatisation des universités : augmentation des frais d'inscriptions, suppression ou réduction des filières dites « non-rentable » (Lettres et Sciences-Humaines) et développement d'une recherche scientifique soumise aux intérêts privés. Les étudiants ainsi que les jeunes diplômés sont aussi soumis au désir de flexibilité du patronat (difficulté de trouver un emploi stable, développement de l'intérim, cumul des emplois etc.), ainsi qu'aux problèmes du logement précaire (flambée des prix de l'immobilier, spéculation foncière, manque d'engagement de l'Etat). Parallèlement, et du côté des « banlieues », les luttes s'organisent pour une amélioration directe des conditions de vie. La difficulté à trouver un travail, un logement décent et la faiblesse ou l'absence de vie sportive, culturelle, associative ou politique au sein des quartiers populaires condamnent les « banlieusards » à la précarité. À cela s'ajoutent les violences et l'exclusion d'Etat, qu'elles soient policières ou le fruit d'un racisme institutionnel lié à l'islamophobie

rampante ou encore à la chasse aux sans papiers.

« DIVISER POUR MIEUX RÉGNER »

Le principal obstacle à ces luttes est la division de la jeunesse qui est visible dès le lycée entre les filières générales (composées majoritairement d'enfants de la petite bourgeoisie) et les filières professionnelles (composés d'enfants du prolétariat, vivant concrètement les inégalités et pourtant peu mobilisés dans les luttes). Cette division reste problématique car elle conditionne souvent les mouvements de lutte étudiante et lycéenne. Par ailleurs, l'unité des luttes étudiantes et lycéennes est freinée par un réflexe corporatiste, entretenu notamment par certains syndicats et par la propagande des médias bourgeois dont l'objectif est de séparer les étudiants et les lycéens des « banlieusards ». Ces derniers, lors des manifestations, sont toujours présentés comme des « bandes de casseurs » ou des manifestants venus uniquement par plaisir et n'ayant aucune conscience politique. Enfin, les conditions matérielles d'existence des couches populaires autant que les pressions exercées par le patronat contribuent à freiner l'émergence d'une véritable unité de lutte.

LA NÉCESSITÉ DE RÉALISER L'UNITÉ POUR LUTTER EFFICACEMENT

La jeunesse subit directement les effets dévastateurs du capitalisme. Les enfants du prolétariat urbain issus de l'immigration connaissent, depuis les années 1970, le chômage de masse, l'exclusion sociale, institutionnelle, la discrimination sociale, raciale, géographique etc. Ces conditions sont mises en place par la classe dominante qui a besoin de main-d'œuvre suffisamment malléable et corvéable : c'est comme cela qu'elle conserve un réservoir de mains d'œuvre prêt à tout pour travailler.

Parallèlement, elle ménage sa petite-bourgeoisie, base idéologique du système

capitaliste : elle fait miroiter au prolétariat un rêve de réussite par le travail acharné et par l'épargne. Cependant, lorsque le capitalisme est en crise, elle n'hésite plus à s'attaquer à la petite-bourgeoisie en pillant le peu de richesse accumulée par celle-ci. La petite-bourgeoisie est déclassée et connaît alors les mêmes problèmes que le prolétariat. Désormais, les enfants de la petite bourgeoisie et du prolétariat connaissent les mêmes galères ! Imaginons l'alliance du mouvement anti-CPE en 2004 avec celui des « banlieusards » révoltés en 2005 ! Si les luttes de la jeunesse convergeaient, quel grand mouvement de masse obtiendrait-on ! Or, ce que craint le plus la classe capitaliste et sa représentation politique, le gouvernement français, c'est l'UNION DE TOUTE la jeunesse dans la lutte. D'où son acharnement à diviser les mouvements de lutte de la jeunesse et à augmenter l'effectif policier et la répression de toutes les catégories de la jeunesse, que ce soit le jour, la nuit, dans les quartiers, sur les campus, dans les manifs, et bientôt dans les lycées et les collèges !

Face au système capitaliste qui fait payer sa crise à sa jeunesse, face à la fascisation de plus en plus marquée qui en découle, l'union de toute la jeunesse, tant redoutée par le système, est une des conditions les plus essentielles pour nos victoires à venir !

1/ Premier pas vers le développement des lycées élitistes pour riche face aux lycées « poubelles » pour prolétaires.

2/ Qui ont pour effet une précarisation plus importante des élèves, notamment ceux déjà en difficulté et le plus souvent issus des couches populaires.

3/ UNEF, UNL ou la FIDL, tous trois financés et soutenus par le PS.

CHEF, J'AI UN INDIVIDU DE RACE NON EUROPEENNE A HARSHÉRISER, QUI PRÉTEND AVOIR UN MASTER 2 EN DROIT ET CONNAÎTRE LE CODE CIVIL PAR CŒUR.

IL DIT QUE JE N'AI PAS LE DROIT DE L'INSULTER NI DE LE TOUCHER.

JE PEUX LE RATIONNER POUR OUTRAGE À AGENT ? J'AI UN DOUTE LÀ ...

La jeunesse étudiante n'est plus ce qu'elle était...



Sans Papiers: Opération coup de poing à Sangatte... LA LOI DE LA JUNGLE

Le 21 avril 2009, une « opération coup de poing » a été menée à Calais en vue de démanteler la « jungle », principal camp de « réfugiés » où selon les propos du Préfet du Nord et d'Eric Besson, successeur de Brice Hortefeux au ministère de l'intérieur, filières mafieuses et passeurs prolifèrent.

Ce 21 avril, vingt et un cars de gendarmerie, quarante camions de CRS, et de nombreux tractopelles sont donc déployés dans la « jungle », zone industrielle, près de Calais où se sont réfugiés des centaines de migrants, Afghans, Kurdes, Erythréens, Somaliens, Soudanais ou encore Iraniens. Ceux-ci, souvent, ont fui la guerre, la répression ou la faim qui sévissaient dans leur pays dans l'espoir de pouvoir un jour rejoindre l'eldorado que représente à leurs yeux l'Angleterre et qu'ils tentent d'atteindre au péril de leur vie, comme en témoigne le beau film « Welcome ».

Suite à cette opération coup de poing, cent soixante personnes ont été placées en garde à vue -essentiellement des Afghans- et trente-trois autres ont été interpellées sur des aires d'autoroute du Pas-de-Calais, ainsi que onze près de Saint-Omer.

Pour le préfet du Nord, il s'agit d'« une opération de déstabilisation des filières pour essayer de trouver des passeurs ». Pour Eric Besson, « il s'agit de lutter contre les filières mafieuses et criminelles de l'immigration clandestine... La situation s'est détériorée à Calais. Il ne peut être dit que passeurs et trafiquants font la loi. » Enfin, sur les « aidants », menacés de « délit de solidarité », il a été clair : « Le mot "aidants" doit disparaître, ce sont des trafiquants. »

Prélude à la venue du ministre de l'immigration, à Calais le 23 avril, où celui-ci annoncera à grand renfort de publicité le démantèlement de « la jungle » d'ici la fin de l'année, ce déploiement de force est un exemple des solutions proposées par le ministre concernant la question des sans-papiers à Calais et plus généralement celle de l'immigration. En effet la « lutte contre les filières mafieuses et criminelles de l'immigration clandestine » a été le maître mot pour justifier cette opération de répression. Or qu'en est-il de ces filières et de ces passeurs ?

Sur les quelques deux cents migrants arrêtés ce jour-là, tous ont été relâchés, le soir même ou le lendemain. Pas l'ombre d'un « passeur », malgré les propos d'Eric Besson, qui affirmait le jour même sur RMC qu'« une dizaine de passeurs (étaient) en garde à vue ». Ce fut là une simple opération de communication. Les migrants, libérés à Boulogne-sur-Mer, ont dû revenir à Calais à pied...

Cette démonstration de force, inutile et brutale, constitue pour de nombreuses associations, le début du démantèlement « de la jungle » et des différents camps de migrants qui se trouvent sur la côte ou ailleurs. Il s'agit également, comme le dit le ministre lui-même de mettre « plus de pression policière » aux migrants.

L'après-Sangatte

Juste après sa nomination au ministère de l'immigration le 15 janvier, le ministre s'était rendu à Calais le 27 janvier pour annoncer qu'il souhaitait mettre un terme au passage des migrants sur le littoral français, qu'il désirait rendre la zone étanche, et qu'il était hors de question de construire un quelconque centre d'accueil pour les migrants. En contrepartie, il s'engageait à « exposer des solutions » au problème des migrants de la région de Calais d'ici au 1er mai.

Car contrairement à l'annonce de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, la fermeture du camp de Sangatte et sa destruction en décembre 2002 sont loin d'avoir réglé le problème des « réfugiés ».

Le camp de Sangatte, petit village près de Calais, accueillait des milliers de femmes et d'hommes parqués dans un hangar industriel en attente d'un hypothétique passage vers l'Angleterre. C'est en 1999 que la Croix Rouge ouvre ce centre pour « améliorer » les conditions de vie des migrants. En effet depuis le milieu des années 90, des dizaines de milliers de migrants, afghans, kurdes, irakiens, kosovars... fuient leur pays, théâtre d'opérations guerrières, comme l'Afghanistan, auxquelles participent la France et la Grande-Bretagne, et qui dévastent les régions fuies par les sans-papiers... l'éclatement du conflit au Kosovo au début de l'année 1999 entraîne la venue d'un grand nombre d'exilés originaires de cette région qui s'entassent à leur tour dans le terminal des ferries. Ils vivent alors sans

aucune ressource, contraints de dormir à la dure dans la jungle, dans l'espoir de pouvoir un jour traverser la Manche vers l'Angleterre.

Le site aménagé (douches, W.-C., buanderie avec machine à laver, etc.) était prévu à l'origine pour accueillir 800 personnes. Les sans-papiers étaient en réalité... le double. On note la présence d'une infirmerie, mais le personnel soignant manque. Des repas chauds seront distribués trois fois par jour. Les sans-papiers sont libres



d'aller et venir dans l'enceinte ainsi qu'à l'extérieur du camp, mais le village-vacances voisin de Blériot-Plage est transformé en caserne de CRS. Toute personne arrêtée avec des sans-papiers dans sa voiture est passible d'être considérée comme passeur. Les médias locaux se font l'écho des bagarres entre communautés et le personnel de la Croix-Rouge prétexte des raisons sanitaires pour écarter les curieux, le tout contribuant à isoler et marginaliser les résidents du camp vis-à-vis de la population locale.

Le système sécuritaire mis en place sur le Calaisais est alors impressionnant ; en quelques mois les interpellations se comptent par milliers. De l'autre côté du Channel, les contrôles sont également renforcés au titre de la collaboration entre les services de l'immigration des deux pays.

Ce camp pour étrangers ceinturé de grilles et de barbelés à quelques kilomètres des quais d'embarquement du tunnel sous la Manche, témoignera, trois ans durant, de ces zones de relégation dans lesquelles les États retiennent aux frontières de l'Union Européenne celles et ceux qui cherchent à les franchir.

Même si ce camp constituait « un parcage » des sans-papiers afin de les contrôler, les canaliser, et les installait dans une véritable impasse, sa fermeture n'a en rien réglé le problème des sans-papiers et quelques années après la fermeture du camp, la condition des 2 à 300 « réfugiés », sans-papiers, en errance sur le littoral demeure inchangée. Les exilés étaient là avant l'ouverture du camp, ils y sont restés après. Parallèlement à la fermeture du camp de Sangatte on construisait le centre de rétention de Coquelles.

La ville de Calais continue de voir arriver chaque jour des exilés qui cherchent un refuge en remontant toujours un peu plus vers le Nord après un passage par d'autres Etats européens. En outre, elle n'est plus la seule escale : depuis la fermeture du camp, des exilés sont aujourd'hui présents en nombre à Ouistreham, Roscoff, Dieppe, Norrent-Fontes, Cherbourg-Octeville, dans la région de Dunkerque, aux alentours des gares du Nord et de l'Est à Paris, ainsi que sur la côte belge.

Les exilés sont originaires d'Afrique (Soudan, Erythrée, Ethiopie...) et d'Asie (Iran, Afghanistan, Pakistan, Irak...). Ce sont essentiellement des hommes jeunes mais la part des femmes et des enfants





n'est pas négligeable. Généralement, ils ont fui leur pays parce qu'il était dévasté par la guerre, parce qu'ils avaient peur d'y être emprisonnés ou persécutés ou parce qu'ils sont à la recherche d'une vie meilleure. La plupart ne souhaitent pas rester en France. Une bonne partie vise l'Angleterre soit parce qu'elle en connaît la langue, soit qu'y vivent déjà de la famille, des amis ou des membres de la communauté, soit du fait de la légende d'un eldorado où le travail au noir est plus aisé à trouver et où l'on peut vivre sans documents d'identité ou de séjour (ce qui est en train de changer). D'autres s'orientent encore vers les pays du nord.

Interpellations et harcèlements

Après la fermeture de Sangatte, les stratégies pour dissuader les exilés de se rendre ou de rester à Calais se sont multipliées, notamment à travers les harcèlements et les interpellations. « *En rayant de la carte le camp de Sangatte, devenu un monument de visibilité pour ce qu'on voulait cacher, le gouvernement a mécaniquement renvoyé les exilés à la situation antérieure au camp. Mais, pour que ce retour à la case de départ ne saute pas immédiatement aux yeux, il s'est efforcé de les disperser hors du Calais par un quadrillage policier extrêmement dense.* » (Carrère V., 2003)

Dès le début du mois de novembre 2002 (date à laquelle les nouveaux arrivants ne sont plus autorisés à entrer dans le camp), la surveillance policière est présente autour de la gare SNCF de Calais. Elle s'étend rapidement en amont de la ville ; à la Gare du Nord à Paris, dans les gares lilloises ou à la gare de Dunkerque. Les forces de l'ordre empêchent des étrangers munis de tickets de transport et ne faisant pourtant l'objet d'aucune mesure d'éloignement de monter dans des trains pour Lille, Calais ou autres villes proches.

« *Chaque jour, des étrangers se font interpellés par la police nationale, la Police aux frontières (PAF), les CRS ou la gendarmerie, et des arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière (APRF) leur sont délivrés, bien que la grande majorité d'entre eux ne soient pas éligibles du fait de leur nationalité* (Clochard O., 2007). »

En plus de ces interpellations, des opérations sont régulièrement menées avec les CRS. Ces dispositifs consistent à arrêter un grand nombre de migrants qui sont ensuite placés en rétention pour soit les renvoyer chez eux ou dans un autre pays de l'Union Européenne lorsque c'est possible, soit les emmener dans des lieux hors du Calais.

Des campements de fortune

Depuis la fermeture de Sangatte les campements ou abris constituent les seuls éléments de « confort » matériels des exilés en transit. Ceux-ci sont parfois détruits par les

forces de l'ordre censées assurer la sécurité de l'ensemble des personnes sur le territoire. Ces opérations ont principalement lieu dans la ville de Calais, et de façon épisodique dans d'autres villes comme Cherbourg, Grande-Synthe ou Loon-Plage. Depuis des années, les associations et les exilés eux-mêmes témoignent régulièrement des violences policières. Ces harcèlements policiers émanent principalement des compagnies de CRS.

Des étrangers, dont certains proviennent de pays où les retours sont impossibles à organiser, sont arrêtés et emmenés par les CRS au commissariat de Coquelles où ils restent quelques heures et depuis lequel ils doivent revenir à pied, soit une marche de 4 à 5 kilomètres. Des sans-papiers sont régulièrement aspergés de gaz lacrymogènes, violences qui peuvent parfois être dramatiques voire mortelles dans le cas de certaines maladies comme l'asthme.

Malgré ces violences policières quotidiennes, depuis la fin de l'année 2002, selon les périodes, entre 200 et 500 exilés dorment chaque jour dans des campements informels situés à différents endroits de la ville. Parmi ces exilés se trouvent également de nombreux mineurs n'ayant parfois pas atteint l'âge de dix ans.

Des compagnies de CRS stationnent en permanence dans la ville afin d'éviter tout rassemblement, les exilés réussissent toutefois à trouver un refuge pour une courte



période (parfois sur des pas de porte ou des appuis de fenêtres des habitations calaisiennes). Avec le temps, des « espaces de vie » sont tolérés temporairement par les autorités. »

Plusieurs blockhaus de la deuxième guerre mondiale sont également utilisés comme abris ; mais, rapidement, la police fait murer une grande partie des bunkers ou déverser des gravats à l'intérieur des constructions militaires, certains s'installent dans des entrepôts désaffectés en bordure des voies ferrées qui, autrefois, conduisaient les trains de marchandises vers le port.

La jungle

Durant l'été 2004, des abris et des tentes commencent alors à apparaître dans le Bois des Garennes dit « la Jungle » à proximité de la zone industrielle des Dunes et au bout des terminaux portuaires (près de l'ancien Hoverport). Là depuis plusieurs années, tentent de survivre dans des conditions totalement inhumaines un grand nombre d'exilés. Les cabanes construites et reconstruites par les sans-papiers sont parfois détruites par les policiers. Les sans-papiers soulignent la violence des interventions policières dans les « jungles » : utilisation

de gaz lacrymogènes dans les tentes et les cabanes qui deviennent inutilisables pendant plusieurs jours, mise à sac de leurs affaires personnelles ; certains policiers vont jusqu'à uriner dans les abris.

Or à Calais ou à Cherbourg, il existe des établissements d'accueil d'urgence. Mais très rares sont ceux qui reçoivent des sans-papiers, alors que l'accès à ces structures n'est soumis à aucune condition de régularité du séjour et doit être accordé au regard d'une situation de détresse.

Démantèlement de la jungle: Que deviendront les migrants déplacés ?

« *La jungle doit avoir disparu avant la fin de l'année* » a déclaré le 23 avril à Calais, le ministre de l'immigration Eric Besson. « *J'ai demandé au préfet de mobiliser l'ensemble des services locaux de l'Etat afin de reconquérir ces zones de non droit. Il devra en particulier me proposer un plan de démantèlement progressif de la 'jungle', en associant à la réflexion l'ensemble des services concernés, la mairie de Calais, les propriétaires des terrains ainsi que les associations humanitaires* » a expliqué M. Besson.

Seuls la Maire UMP de Calais, élue grâce au désistement du FN et les patrons installés près de la « jungle » et qui ne se sentent plus chez eux, se sentent réconfortés par les propos de M. Besson.

Les associations quant à elles s'inquiètent du projet annoncé. Pour les membres de Salam, association d'aide aux migrants, la fermeture de la « jungle », « *c'est du n'importe quoi. Les migrants vont revenir et construire ailleurs, c'est une mascarade.* »

« *Il s'agit de déplacer les réfugiés et non de les faire disparaître, empêcher les migrants de venir à Calais serait impossible. L'Etat cherche donc à atténuer leur visibilité dans l'espace urbain, en particulier dans les endroits où ils gênent, comme la jungle, située à côté d'une zone industrielle où des patrons se sont plaints* », explique Smaïn Laacher, sociologue.

Certaines associations, demandent l'ouverture d'une nouvelle structure d'accueil : « *Les migrants arriveront toujours à Calais puisque c'est leur dernière étape. Mais avec une nouvelle structure, ils ne seraient pas livrés à eux-mêmes et pourraient disposer d'un abri, de nourriture ou encore d'une infirmerie.* »

« *Il n'y aura ni nouveau Sangatte ni mini-Sangatte* », a tranché Eric Besson, préférant tabler sur un renforcement des dispositifs policiers, par la multiplication des opérations coups de poing pour tarir progressivement l'immigration vers Calais.

D'autres s'opposent eux à l'ouverture d'un autre centre : « *Sangatte apportait assurément de meilleures conditions de vie aux réfugiés. Mais parquer des gens dans des endroits sans destin n'est en aucun cas une solution. Les Etats doivent prendre leurs responsabilités.* »

Suite de notre dossier dans le prochain numéro qui paraîtra en septembre...

CONTRE-SOMMET DE L'OTAN A STRASBOURG

Les forces de l'ordre veulent bâillonner les opposants... mais 30000 manifestants répondent présent !

Par le CCA

Le samedi 4 avril, plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé à Strasbourg pour dénoncer l'OTAN.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, alliance guerrière des États-Unis et de l'Union Européenne en construction contre les peuples et les travailleurs, organisait le sommet de son soixantième anniversaire dans la ville alsacienne ainsi que dans deux villes allemandes proches, Kehl et Baden-Baden. Le Rassemblement des Cercles Communistes y a défilé notamment avec le PCOF derrière une bande-roule commune « Nous ne paierons pas votre crise, nous ne paierons pas vos guerres. Dissolution de l'OTAN. »

Un « contre-sommet » était organisé pour protester contre la tenue du sommet et des manifestations avaient déjà eu lieu plusieurs jours auparavant. Des débats, spectacles, conférences et concerts étaient également organisés et un camp autogéré avait difficilement pu s'établir après des négociations tendues avec la préfecture dans le quartier de la Ganzau, non loin du Neuhof à Strasbourg, pour accueillir une partie des participants au contre-sommet, venus de toute l'Europe et du monde entier.

Dès le départ, la volonté des autorités a été d'empêcher les manifestants de s'exprimer, d'être visibles et audibles. Le dispositif de sécurité particulièrement lourd et coûteux a été manifestement pensé dans ce but. Côté français, pas moins de 10 000 policiers et militaires étaient mobilisés et dès le jeudi soir précédant le week-end du sommet, des mesures de sécurité exceptionnelles étaient imposées à la population. Bouclage de certains quartiers où l'on ne pouvait entrer que muni d'un pass, survols incessants d'hélicoptères, barbelés dans des parcs publics, barrières métalliques, déviations de circulations, autoroutes fermées, établissements scolaires fermés, spectacles annulés... Pour tous, c'est la vie qui devait s'arrêter pour que les chefs d'Etat et leurs suites puissent tranquillement négocier leurs affaires. Le

climat s'alourdissait à l'approche

du sommet, des strasbourgeois avaient été sommés par des policiers de décrocher les drapeaux pacifistes de leurs fenêtres, les contrôles d'identité se multipliaient. Un véritable Etat d'exception !

Les provocations n'ont pas tardé à suivre avec un véritable harcèlement des manifestants regroupés dans le camp autogéré pendant les jours précédant la manifestation du samedi. Toutes les tentatives de sortir du camp pour manifester étant rapidement empêchées, déclenchant les premiers affrontements et les premières arrestations, dès le jeudi, la répression de la police avec notamment l'usage de grenades assourdissantes et lacrymogènes visant indistinctement habitants du camp autogéré et habitants des quartiers alentours.

Le samedi 4 avril, sur un trajet relégué dans un *no man's land* postindustriel à proximité du quartier du Port du Rhin, la police a été chargée de bloquer la manifestation pour la dissolution de l'OTAN et de l'empêcher de bouger sur un axe le long d'un chemin de fer parsemé de cailloux. L'objectif était manifestement de pousser à une confrontation violente avec les manifestants afin que les dégâts causés soient présentés par les médias comme le fait de « casseurs, violents avec des drapeaux rouges marqués du marteau et de la faucille ». De très nombreux manifestants ont été la cible des tirs de grenades assourdissantes, lacrymogènes et de flashballs, visiblement employés pour les terroriser au maximum.

L'objectif politique des autorités était de dissuader, aujourd'hui mais aussi dans la perspective des prochains sommets, toute action de protestation politique contre les sommets non seulement de l'OTAN, mais aussi du G8 ou du G20 et plus largement les politiques gouvernementales actuelles.

Mais les autorités qui cherchent à imputer la responsabilité de la violence aux manifestants sont bien confrontées aux questions de bon sens des populations que les médias cherchent à manipuler : « Pourquoi attendre si longtemps avant d'intervenir ? » se demandent les habitants du quartier du Port du Rhin ? Pourquoi avoir bloqué la manifestation à cet endroit le long des rails avec autant de cailloux ? La provocation est claire. D'autant



Derrière la bannière « Nous ne paierons pas votre crise, nous ne paierons pas vos guerres, Dissolution de l'OTAN! », le RCC défilait aux côtés du PCOF et des Alternatifs.

qu'au fil des jours qui ont suivi et qui ont apporté leur lot de révélations sur le comportement des forces de répression (CRS caillassant des manifestants, tirs tendus de grenades lacrymogènes...), la question des « dégradations » au Port du Rhin a pris une nouvelle tournure ; l'hôtel Ibis incendié le samedi de la manifestation dans des circonstances encore floues prévoyait des travaux, c'est à dire une fermeture pendant des mois. Suite à l'incendie, c'est l'assurance qui prendra en charge les frais, le manque à gagner. Le poste de douane, également incendié devait être désamianté avec une facture prévue de plusieurs millions d'euros. Le plan de l'extension de la ligne de tram vers Kehl prévoyait la construction d'un arrêt de tram sur l'îlot où se trouvait la pharmacie, mais le gérant ne souhaitait pas partir. Du coup, l'expropriation n'a pas lieu d'être et les travaux s'en trouvent facilités.

Si la fin de la manifestation s'est déroulée dans le plus grand désordre et a été marquée par des humiliations nombreuses de la part des forces de l'ordre envers les manifestants, en distribuant de l'eau, les habitants des quartiers populaires ont réservé un bon accueil aux manifestants visés par les tirs de lacrymogènes et autres balles en caoutchouc.

Le Cercle Communiste d'Alsace...



... C. Pierrel du PCOF au gigaphone



Lors de ce sommet très coûteux pour les populations locales sur le plan financier et sur le plan des droits et libertés démocratiques, l'OTAN a révélé un peu plus son vrai visage : cette organisation n'a jamais été une « alliance défensive » comme les discours et les médias impérialistes tentent de le présenter. Son maintien est une menace pour tous les peuples et tous les travailleurs, à l'exemple des interventions meurtrières en Yougoslavie en 1999 et en Afghanistan encore aujourd'hui !

L'OTAN est le bras militaire de l'impérialisme en crise pour punir les pays, États, nations et peuples qui résistent et refusent le diktat libéral des puissances impérialistes qui dominent le monde (USA et UE). L'OTAN servira aussi à écraser toute révolution dans les pays d'Europe notamment. La répression du contre-sommet et de ses manifestations n'a été qu'une préparation pour eux de ce qui peut advenir.

Alors, contre les sommets de ceux qui préparent les futures guerres de l'OTAN contre les peuples et les travailleurs, nous nous sommes mobilisés, et nous nous mobilisons encore !



Avec Charles Hoareau de Rouges Vifs Marseille...

L'encerclement de l'Iran pour préparer la guerre

Quand je vois ce que les médias disent de mon pays que je connais bien, je me dis que je ne dois rien croire de ce qu'ils disent sur les autres pays - **Daniel ORTEGA**, président du Nicaragua

Israël, les USA et Sarkozy organisent l'encerclement militaire progressif de l'Iran. La main tendue d'Obama est une supercherie. Il en est de même de son « discours au monde musulman », expression qui montre que les médias du « monde libre et démocratique » n'ont d'autre vision des autres que religieuse. Feu Samuel Huntington auteur de « la guerre de civilisation, de religion » reste le mentor idéologique des capitalistes quand leur système économique et social est en crise.

L'Etat sioniste et assassin d'Israël prépare ses pilotes à des frappes contre des centrales nucléaires en Iran, Les USA renforcent leurs bases militaires au Qatar, en Irak occupé, en Afghanistan occupé, au Koweït et sont derrière l'actuelle guerre au Pakistan. La dernière nouvelle est donnée par le Figaro du 15/06/09 : « la France, en inaugurant une nouvelle base militaire à Abu Dhabi le mois dernier, puis en signant un nouvel accord de défense avec les Emirats Arabe Unis, Nicolas Sarkozy l'a placée au premier rang d'un éventuel conflit avec l'Iran ».

L'opération Obama apparaît de plus en plus comme une vaste arnaque pour crédibiliser les guerres à venir d'agression contre les

peuples. Mais en fait, existe-t-il un autre moyen pour le capitalisme pour se sortir de la crise systémique ?

Au 19^{ème} siècle chaque crise du capitalisme a engendré les conquêtes coloniales jusqu'à celle qui a conduit au partage de Berlin de 1884-1885 et le dépeçage des continents Africains et Asiatiques. Il en est de même à la fin du 20^{ème} et en ce début du 21^{ème} siècle.

La nouvelle base militaire Française des Emirats est monnayée contre les pétrodollars dont les monopoles du CAC40 ont de plus en plus besoin dans leur stratégie d'expansion concurrentielle contre les Monopoles d'ailleurs en Europe, aux USA et au Japon notamment. Si en Afrique la Françafrique possède une dizaine de bases militaires et des accords de protection militaire des pro-consuls de l'impérialisme français, il s'agit ici d'intégrer comme « mercenaire » l'armée Française dans le dispositif agressif de l'OTAN.

Le capitalisme par sa recherche effrénée du profit maximum appauvrit le monde du travail à l'intérieur des pays et provoque des guerres contre les peuples à l'extérieur.

La victoire électorale de Mahmoud Ahmadi-nejad en Iran, réaction populaire à ces menaces impérialistes de plus en plus concrètes, a été saluée par Hugo Chavez, leader vénézuélien, comme la « victoire pour un monde nouveau, une victoire très importante des peuples qui luttent pour un monde meilleur ». Hugo Chavez connaît bien, pour l'avoir vécu, le style des « oppositions pro-occidentales » (en fait des forces sociales vendues à l'impérialisme) qui réagissent à leurs défaites électorales par des « révolutions colorées » animées par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie vendues et encadrées par la CIA. La méthode, déjà bien expérimentée en Europe de l'Est pour le dépeçage économique de l'ex-bloc socialiste, au Liban, au Vénézuéla, refait une nouvelle fois surface... Rappelons simplement aux relais médiatiques de M. Moussavi que M. Ahmadi-nejad a été élu avec 65% des suffrages, essentiellement populaires pour un taux de participation de 78%, et non avec les scores humiliants des formations politiques françaises aux dernières élections européennes avec une abstention record de 60% (et dépassant même les 80% dans la plupart des quartiers populaires)!

Une victoire des peuples!

Il y a 8 ans se tenait à Durban, en Afrique du Sud, la première conférence mondiale contre le racisme. Cette conférence organisée par les Nations Unies avait pour objectif d'évaluer les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance afin d'identifier des mesures et des initiatives concrètes pour les combattre. La conférence de Durban de 2001 avait été le lieu d'un affrontement politique entre les représentants des grandes puissances impérialistes d'une part et des représentants de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Le conflit portait sur deux points essentiels :

- La condamnation du racisme d'état israélien et de l'idéologie qui le porte : le sionisme
- La reconnaissance de l'esclavage et de la colonisation comme crimes contre l'humanité et la revendication de réparations pour les peuples victimes de ces crimes.

Du 20 au 24 avril 2009 se tenait à Genève la seconde conférence dite « Durban II » afin d'évaluer les mesures prises et d'en adopter si nécessaire de nouvelles. Plusieurs mois avant sa tenue, une campagne médiatique de grande ampleur a été déclenchée par la plupart des états impérialistes et en particulier par la France. Il s'agissait ni plus ni moins que d'intimider les participants à la conférence afin d'éviter que ne soient réitérées les analyses et revendications de la conférence de Durban en 2001. Il s'agissait d'éviter que le mot « Durban » ne devienne le symbole de la mobilisation contre la politique de « deux poids deux mesures » des pays impérialistes. Les Etats exclus des G7, G8 et G20 et autres rencontres entre « grands » avaient eu le tort de dénoncer le sionisme et de réclamer justice pour les crimes des esclavagistes et des colons.

La campagne de diabolisation médiatique s'est construite en inventant de toute pièce des propos antisémites qui n'ont jamais été tenus. L'amalgame entre antisémitisme et antisionisme est le premier leitmotiv de toute la campagne. Elle vise à invalider pour ensuite pouvoir criminaliser toutes critiques de l'état d'Israël. Le second leitmotiv est également classique : il a pour nom « l'afro-pessimisme ». Ce courant de pensée pose que la paupérisation massive des pays du Sud n'a rien à voir avec l'esclavage, ni avec la colonisation, ni avec l'impérialisme actuel. Elle ne serait pas la résultante de rapport d'exploitations impérialistes mais de « facteurs internes » à chacun de ces pays. Exactement ce que Sarkozy a dit dans le discours raciste de Dakar.

Le Canada, Israël, les États-Unis, l'Italie, l'Australie, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande et la Pologne avaient déjà annoncé qu'ils boycotteraient la conférence afin de faire pression sur ses conclusions. Le sommet de la provocation a été atteint lorsque les délégués de 23 pays ont quitté ostensiblement la salle lors du discours du président iranien. Qui sont ces états ? Tous les pays impérialistes encore présents, la république Tchèque, le Maroc, la Suède, etc. Cette mascarade mettait en évidence une coupure des nations unies entre des dominants et quelques valets d'une part et les pays dominés de la planète d'autre part.

Cette mascarade visant à délégitimer Durban est un échec : 120 pays sur les 192 membres de l'ONU n'ont pas quitté la salle et ont applaudi le président iranien ; la déclaration finale est adoptée par acclamations. Cette déclaration condamne toutes les formes de racismes, dénonce les violations faites aux droits humains en ce qui concerne les migrants et les sans-papiers ; appelle à une lutte contre l'extrême-droite ; etc.

Bien sûr, le texte final est un texte de compromis et des concessions ont été faites pour parvenir à un accord. Ainsi par exemple la question des réparations des crimes contre l'humanité de l'esclavage et de la colonisation ne figure pas dans le document final. Mais l'essentiel n'est pas là. La leçon de Durban II est nette : les peuples ne sont plus dupes.

Le divorce est sans doute consommé, et Durban ne fait que le consacrer. Les chaînes finissent toujours par se briser. Tôt ou tard, les Empires s'écroulent, et les peuples s'émancipent. C'est la leçon de l'Histoire. Et sans doute celle, aussi, de Durban II.



Sommet des Amériques 2009

L'ALBA contraint l'impérialisme US a un premier recul!

Obama a été élu parce que les électeurs des classes populaires rejettent les politiques libérales de la clique Bush/Cheney/ Rumsfeld, parce que le grand capital US avait besoin de redorer son image terriblement ternie aux yeux des peuples du monde et parce qu'il est mandaté ainsi pour tenter un sauvetage de la position hégémonique de l'impérialisme US en déclin.

L'équation cachée de l'élection de Obama est donc: comment maintenir la domination mondiale de l'impérialisme US et dans son sillage plus généralement de l'impérialisme occidental aujourd'hui décadent, qui a dominé l'humanité entière durant les cinq derniers siècles, depuis la naissance du capitalisme ?

L'euphorie compréhensible de l'élection d'un noir à la présidence de l'Etat, dont la naissance a pour fondements le génocide des indiens et l'esclavage des noirs, commence à se dissiper face à la résistance exemplaire des Etats anti-impérialistes et antilibéraux de gauche d'Amérique du Sud. Le nouveau visage que veut prendre l'impérialisme US pour duper et réussir à illusionner a de la peine à prendre partout, notamment dans ce qui était jusqu'ici convenu de nommer « l'arrière-cour » des USA.

De l'annulation de l'exclusion de Cuba...

Les Etats de l'ALBA (Venezuela, Cuba, Bolivie, Nicaragua, Honduras, Dominique soutenue par le Paraguay et l'Equateur) ont préparé le sommet en adoptant les valeurs communes suivantes :

L'Égalité entre les peuples et les nations, donc pas de « peuples supérieurs et inférieurs », respect de la souveraineté nationale et non-ingérence, interpellation du gouvernement Obama pour qu'il renonce aux subversions secrètes dans les différents pays pour déstabiliser les gouvernants 'indésirables' pour la CIA, dénonciations des politiques libérales de gestion de l'actuelle crise du capitalisme, rejet des décisions du dernier G20 qui renflouent le FMI et la Banque Mondiale, lesquels ont une responsabilité décisive dans la crise économique actuelle, proposition de la création d'un système unique de compensation régionale SUCRE destiné à remplacer le dollar dans les échanges entre les États d'Amérique du Sud, les pays du Nord sont responsables de la crise climatique et ont une dette envers les pays du Sud et doivent à ce titre payer cette dette et enfin rejet du blocus de Cuba par les États-Unis et revendication de la réintégration de Cuba dans le concert des nations d'Amérique du Sud.

Pour bien signifier à Obama la gravité du contentieux entre l'impérialisme US et les peuples, Hugo Chavez lui a offert le livre réquisitoire contre le pillage prédateur US de l'Amérique du Sud d'Eduardo Galeano « **Les veines ouvertes de l'Amérique latine** ».

La « nouvelle ère » du souriant et charmeur Obama devait prendre l'allure de l'arrogance du « puissant » s'adressant au « faible » qui a osé le défier : « *les États-Unis sont la plus grande puissance du monde... et les pays d'Amérique Latine ont besoin des États-Unis* » et « *les États-Unis n'ont pas l'intention de modifier leur position tant que Cuba ne remplira pas certaines conditions* ».

Sauf que finalement ce que les médias ici ont évité d'ébruiter, c'est la victoire obtenue par les Etats de l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques) de l'annulation de l'exclusion de Cuba de l'Organisation des Etats d'Amérique qui remonte à un diktat US de 1962 et l'exigence quasi-unanime de la fin du blocus US contre Cuba.

...vers la disparition de l'OEA

Dans sa déclaration clairvoyante Cuba va saluer cette décision, véritable acte d'indépendance patriotique des Etats d'Amérique du Sud vis à vis de l'impérialisme US : « Un acte de portée historique vient d'enterrer formellement la honteuse résolution qui avait exclu Cuba, en 1962, du Système interaméricain. Cette décision était à la fois infâme et illégale (...) La décision prise lors de la 39^e Assemblée générale de l'OEA est le fruit de gouvernements plus engagés envers leurs peuples et envers les problèmes réels de la région, qui ont acquis une conception de l'indépendance faisant malheureusement défaut en 1962. Cuba reconnaît le mérite des gouvernements qui ont voulu effacer formellement cette résolution désignée lors de la réunion sous le terme de « cadavre sans sépulture ». (...) En prenant la décision de laisser sans effet la résolution IV de la 8^e réunion consultative des ministres des Relations extérieures de l'OEA, cette organisation désavoue ouvertement la politique suivie par les Etats-Unis contre Cuba dès 1959. Elle n'a d'autre objectif que de réparer une injustice historique faite aux peuples de Cuba et d'Amérique. (...) Il s'agit donc d'une défaite de l'impérialisme qui lui est infligée par son propre instrument. Cuba accueille avec satisfaction ce geste de souveraineté et de civisme, tout en remerciant les gouvernements qui, mus par la solidarité, l'indépendance et la justice, ont défendu le droit de Cuba à réintégrer l'organisation. Elle comprend parfaitement que l'OEA ait voulu se laver d'une tache qui était le symbole de sa servilité » (Déclaration du Gouvernement Révolutionnaire, La Havane, 8 juin 2009)..

Puis Cuba précise ainsi sa position de principe sur l'OEA : « Cuba confirme cependant, une fois de plus, qu'elle ne réintègrera pas l'OEA. Dès le

triomphe de la Révolution, l'Organisation des Etats américains a joué un rôle actif en faveur de la politique d'hostilité de Washington contre Cuba. Elle a approuvé le blocus économique, elle a imposé un embargo sur les armes et les produits stratégiques, elle a obligé les pays membres à rompre les relations diplomatiques avec notre Etat révolutionnaire. Pendant des années elle a prétendu, malgré la fameuse exclusion, maintenir Cuba sous sa compétence et la soumettre à sa juridiction comme à celle de ses organes spécialisés. Le rôle et l'histoire de cette organisation ne peuvent qu'être condamnés par Cuba. Le peuple cubain a su résister aux agressions et au blocus, rompre l'isolement diplomatique, politique et économique et affronter seul, sans jamais plier, l'agressivité constante de l'empire le plus puissant qu'ait jamais connu la planète. Notre pays entretient aujourd'hui des relations diplomatiques avec tous les pays de l'hémisphère, sauf les Etats-Unis. Il a tissé avec la plupart d'entre eux des liens solides d'amitié et de coopération. Cuba a conquis en outre sa pleine indépendance et avance résolument vers l'instauration d'une société plus juste, plus équitable et plus solidaire. Elle l'a fait avec héroïsme, au prix de sacrifices et avec la solidarité des peuples d'Amérique. Elle partage des valeurs qui sont contraires à celles du capitalisme néolibéral et égoïste qui est si cher à l'OEA et estime avoir le droit de dire, en toute autorité, non à l'entrée dans un organisme au sein duquel les Etats-Unis exercent encore un contrôle oppresseur. Les peuples et les gouvernements de la région sauront comprendre la justesse de cette position. On le voit mieux aujourd'hui qu'en 1962 : c'est l'OEA qui est incompatible avec les aspirations les plus chères des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, qui est incapable de représenter leurs valeurs, leurs intérêts et leur attachement véritable à la démocratie, qui n'a pas su résoudre les problèmes d'inégalité, de disparités dans la distribution des richesses, de corruption, d'ingérence étrangère et de lutte contre le pillage auquel se livre le grand capital transnational. C'est l'OEA qui s'est tue face aux crimes les plus atroces, qui se range du côté des intérêts de l'impérialisme, qui conspire et organise la subver-

sion contre des gouvernements authentiques et légitimement constitués, bénéficiant d'un soutien populaire démontré.(...) La volonté d'intégration et de concertation des pays d'Amérique latine et des Caraïbes est de plus en plus manifeste. Cuba participe activement, et continuera de le faire, aux mécanismes représentatifs de ce que José Martí a appelé « Notre Amérique », du Rio Bravo à la Patagonie en passant par les Caraïbes insulaires. Renforcer, élargir et harmoniser ces organismes et ces groupes : tel est la voie choisie par Cuba. Nous n'entretenons pas l'illusion bizarre de réintégrer une organisation qui n'admet pas de réforme et que l'histoire a déjà condamnée. Le 4 février 1962, plus d'un million de Cubains rassemblés sur la place de la Révolution en assemblée populaire répondaient à la réunion consultative ignominieuse des ministres des Relations extérieures de l'OEA par la Deuxième Déclaration de La Havane, où l'on peut lire, textuellement : « Si l'épopée de l'indépendance de l'Amérique latine fut grandiose et la lutte héroïque, les Latino-américains d'aujourd'hui ont devant eux une épopée encore plus décisive à écrire, pour toute l'humanité. Les combats d'autrefois furent livrés contre le pouvoir colonial d'une Espagne décadente, envahie par les armées de Napoléon. Aujourd'hui, il nous appartient de livrer notre lutte de libération contre la plus puissante métropole impériale du monde et la force la plus importante du système impérialiste mondial : il s'agit de rendre à l'humanité un service encore plus grand que celui de nos prédécesseurs. « Parce que cette grande humanité a dit : 'assez !' et s'est mise en marche. Et sa marche de géants ne s'arrêtera pas avant la conquête de la véritable indépendance, pour laquelle beaucoup sont déjà morts inutilement. ». Nous restons loyaux à ces idéaux qui ont permis à notre peuple de préserver la liberté, la souveraineté et l'indépendance de Cuba » (Ibidem).

Encore une fois par ses positions d'avant-garde, Cuba indique la voie du futur émancipateur des peuples contre cet instrument de domination des USA sur les Etats et les peuples du continent Américain. Cet enseignement est aussi valable pour tous les peuples, en particulier ceux du Sud. **Cuba SI, Yankee NO!**



Note de lecture



Au cinquième Sommet des Amériques, qui s'est tenu du 17 au 19 avril 2009 à Port d'Espagne (Trinidad & Tobago), Hugo Chavez a offert à Barak Obama

l'ouvrage d'Eduardo Galeano intitulé « Les veines ouvertes de l'Amérique Latine ». C'est l'occasion de redécouvrir ce texte majeur publié en 1971, afin de prendre toute la mesure du geste symbolique ainsi effectué par le président du Venezuela. Voici un extrait de l'introduction:

CENT VINGT MILLIONS D'ENFANTS AU CŒUR DE LA TEMPÊTE

"La division internationale du travail fait que quelques pays se consacrent à gagner, d'autres à perdre. Notre partie du monde, appelée aujourd'hui Amérique latine, s'est prématurément consacrée à perdre depuis les temps lointains où les européens de la Renaissance s'élançaient sur l'océan pour lui rentrer les dents dans la gorge.

Les siècles ont passé et l'Amérique latine a perfectionné ses fonctions. Elle n'est plus le royaume des merveilles, où l'immigration pâlisait devant les trophées de la conquête, les mines d'or et les montagnes d'argent. Mais elle a gardé sa condition servante. Elle demeure au service des besoins étrangers, étant la source et la réserve de pétrole et de fer, de cuivre et de viande, de fruits et de café, de matières premières et de denrées alimentaires pour ces pays riches qui gagnent en les consommant beaucoup plus que ne gagne l'Amérique latine en les produisant.

Les taxes que perçoivent acheteurs sont beaucoup plus élevées que les sommes versées aux vendeurs, et en fin de compte, comme l'a déclaré en juillet 1968 Covey T. Oliver, coordonnateur de l'Alliance pour le Progrès, « parler de prix équitables à l'heure actuelle est une notion médiévale. Nous sommes dans le temps de la liberté commerciale... ». Mais plus on accepte de liberté dans les affaires, plus il faut bâtir de prisons pour ceux qu'elles défavorisent.

Nos systèmes d'inquisiteurs et de bourreaux ne fonctionnent pas seulement en faveur du marché extérieur capitaliste : ils protègent d'importantes sources de revenus engendrées par les emprunts et investissements étrangers dans les marchés intérieurs contrôlés. [...] L'Amérique latine est le continent des veines ouvertes. Depuis sa découverte jusqu'à nos jours, tout s'y est toujours transformé en capital européen ou, plus tard, nord-américain, et comme tel s'est accumulé et s'accumule dans ces lointains centres de pouvoir. Tout : la terre, ses fruits et

ses profondeurs riches en minerais, les hommes et leur capacité de travail et de consommation, toutes les ressources naturelles et humaines.

Les modes de production et les structures sociales de chaque pays ont été successivement déterminés de l'extérieur en vue de leur incorporation à l'engrenage universel du capitalisme. A chacun a été assigné une fonction, toujours au bénéfice du développement de la métropole étrangère prépondérante, et la chaîne des dépendances successives est devenue infinie, elle comporte beaucoup plus de deux maillons : en particulier, à l'intérieur de l'Amérique latine, l'oppression des petits pays par leurs voisins plus puissants, et, dans le cadre de chaque frontière, l'exploitation que les grandes villes et les ports exercent sur les sources locales d'approvisionnement et de main d'œuvre. [...]

Pour ceux qui conçoivent l'Histoire comme une compétition, le retard et la misère de l'Amérique latine sont le résultat de son échec : nous avons perdu, d'autres ont gagné. Mais il se trouve en outre qu'ils ont gagné uniquement parce que nous avons perdu : l'histoire du sous-développement de l'Amérique latine est liée, on l'a dit, à celle du développement du capitalisme mondial. **Notre défaite a toujours été la condition de la victoire étrangère : notre richesse a toujours engendré notre pauvreté pour alimenter la prospérité des empires et des gardes-chiourmes autochtones à leur solde.**

Dans l'alchimie coloniale et néocoloniale, l'or se métamorphose en ferraille et les aliments en poison. Potosi, Zacatecas et Ouro Preto tombèrent à pic de la cime éblouissante des métaux précieux aux fosses profondes des galeries vides, et la ruine fut le destin commun de la pampa chilienne du salpêtre et de la forêt amazonienne du caoutchouc : **Le Nord-Est sucrier du Brésil, les forêts argentines du Quebracho ou certai-**

Notre journal paraît à raison de 4 numéros par an. Il livre au lecteur progressiste, communiste, militant, des articles d'analyse, d'information, sur le plan local, national et international, ainsi que des informations régulières concernant les activités et initiatives de notre organisation...

PROFITEZ DE CE NUMÉRO POUR VOUS ABONNER!

Chèque à l'ordre de la
Coordination Communiste

10 euros = 6 n° / Coordination Communiste, BP 51, 59007 Lille CEDEX
coordcommuniste@numericable.fr

Eduardo Galeano

Les veines ouvertes de l'Amérique latine



Terre humaine
Poche

POCKET

L'histoire implacable
du pillage d'un continent

nes zones pétrolières du lac de Maracaibo ont de douloureuses raisons de croire à la précarité des richesses que la nature octroie et que l'impérialisme usurpe.

La pluie qui irrigue les grands centres du pouvoir impérialiste noie les vastes faubourgs du système. Et, simultanément, le bien-être de nos classes dominantes - dominantes à l'intérieur, mais dominées à l'extérieur - est la malédiction de nos masses populaires, condamnées à vivre comme des bêtes de somme. [...] La force globale du système impérialiste repose sur la nécessaire inégalité de ses composantes, et cette inégalité atteint des proportions chaque jour plus dramatiques. Par la dynamique d'une disparité grandissante, les pays oppresseurs deviennent toujours plus riches en termes absolus, et beaucoup plus encore en termes relatifs."

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anticolonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et œuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :

rassemblementcommuniste.org

Bilan et perspectives des élections locales au Sénégal

Nos camarades de *Ferñent* - MTPS partagent ici leur analyse d'une expérience électorale intéressante au Sénégal, au sein d'un front qui présente des similitudes avec les collectifs antilibéraux au sein desquels les organisations du RCC ont milité en France...

Le 22 mars dernier des élections locales (Régionales, Municipales, Rurales) se déroulaient au Sénégal lors desquelles nos camarades de Ferñent / Mouvement des Travailleurs Panafricains-Sénégal (MTP-S) ont obtenu dans des coalitions en dehors des pôles libéral et social démocrate une quinzaine d'élus Municipaux et locaux.

Liste alternative stratégique hors des listes PDS et PS/AFP

Pour réaliser cette première percée électorale indépendante d'une force de gauche anti-impérialiste ouvrière et populaire, il a fallu proposer, tant à Richard-Toll qu'à Koungheul, une plateforme et un charte électorale alternative centrée sur les revendications populaires et la démocratie participative. Il a fallu aussi expliquer et rallier les éléments de base de partis et de sans parti sur le fait que l'opposition Social-démocrate PS aujourd'hui, tout comme les libéraux du PDS qui gouvernent, ont au fond un même programme, celui dicté par le FMI et la Banque Mondiale. Que la social démocratie n'est pas de gauche parce qu'elle n'est pas anti-impérialiste. Et que le fait que la majorité de la Gauche historique anti-impérialiste et communiste ait rangé sous le boisseau son étendard est une des causes de la tragédie sociale, économique et politique dans laquelle le Sénégal et l'Afrique s'enfoncent. Or le PS et les autres de la famille social démocrate libérale ont décidé, tout comme les libéraux du PDS et l'ensemble de la famille libérale, d'empêcher l'émergence d'une force de gauche alternative révolutionnaire anti-impérialiste. C'est cela le « compromis historique Sénégalais » de la bipolarisation politique qui a préparé l'alternance du pouvoir en 2000. C'est cette inféodation au bipartisme électoraliste qui a conduit à la faillite actuelle de la gauche historique au Sénégal et au remplacement de la lutte des classes par la lutte des places pour manger au pouvoir.

L'expérience locale qui a vu notre liste alternative aux pôles libéral et social-démocrate, Pencoo, l'emporter à Koungheul est la preuve de la justesse historique de l'option soumise par Ferñent / M.T.P-S, dès 1984, aux organisations révolutionnaires anti-impérialistes, PIT, LD/MPT, And Jëff/Maoïste, d'une coalition alternative stratégique d'unité d'action sur le terrain de la lutte des classes, des luttes démocratiques, y compris sur le plan électoral. Nous de la Coalition Pencoo et plus particulièrement nous de Ferñent / M.T.P-S avons subi des pressions énormes pour que notre alliance se dilue dans celle pilotée par l'opposition social-démocrate. Nous avons même été accusés de « faire le jeu des libéraux » avant que certains n'expriment leur regret quand nous avons remporté la Municipalité de Koungheul. Ce reproche est justement le piège parfait du système du bipolarisme dans lequel la Gauche anti-impérialiste a été empêtrée avant l'alternance et après l'alternance. Il s'agit ici du fameux « vote utile » qui change les politiciens sans changer la politique. Or, il n'est

pas d'autres voies possibles pour en sortir que l'indépendance politique de la Gauche anti-impérialiste panafricaniste vis à vis des pôles libéraux (PDS) et sociaux libéraux (PS, AFP).

Et pourtant cette fermeté dans la stratégie qui vise à briser le bipolarisme ne nous amènera jamais à faillir à nos obligations démocratiques de principes. Ainsi Ferñent / M.T.P-S a protesté contre la machination d'une tentative de la Coalition Sopi de confisquer la victoire de la coalition PS par 11 voix de différence, a dénoncé la tentative d'un sénateur libéral d'intimider la tête de liste Benno dans la Communauté Rurale de Fass Tièkène, a été aux côtés de militants du FSS dans la lutte des paysans de Ida Mouride pour le respect des droits des paysans lors de la dernière cession des intrants agricoles, a même rédigé pour un militant de base du PDS un mémorandum pour un forage et un poste de santé à Sidack, s'est aussi fait l'écho de la dénonciation par des militants de base du PDS des tentatives du Président de la Communauté Rurale libéral de Ribot Escale de priver injustement d'aliments de bétail l'ONG Union Nationale des 3 « P ». Toutes les questions démocratiques exigent de nous, Gauche révolutionnaire, une unité d'action avec tous les autres démocrates de quelque famille politique que se soit. Les avancées démocratiques nous permettent de faire comprendre aux populations quel est le véritable problème à résoudre. Et sur la base de l'expérience des luttes de les extirper des contrevérités savamment inoculées par les libéraux et les sociaux libéraux et autres « boîtes à penser » semi-coloniales du genre : « le problème du Sénégal est un problème d'hommes, de gestion, de détournement de deniers publics, d'honnêteté, de régime politique (présidentialisme ou parlementarisme) », « le président est bon mais c'est son entourage qui est mauvais », « ce sont les exécutifs locaux qui ne jouent pas leur rôle », etc. L'école des luttes démocratiques permet aux masses laborieuses de se rendre compte à travers leurs mobilisations sociales et citoyennes que le véritable cancer qui ronge l'Afrique en général, le Sénégal en particulier est : l'impérialisme dont il faut se débarrasser.

Des conseillers municipaux et ruraux au service des populations

C'est pourquoi d'ailleurs se pose à nous, la gauche, la question de savoir à quoi doit politiquement servir notre activité au parlement et dans les conseils régionaux, municipaux, ruraux. Le parlementarisme et le municipalisme doivent être aussi une école pour dissiper les illusions qui sont entretenues au sein de notre peuple vis-à-vis de ces institutions de l'Etat semi-colonial. Illusions entretenues par les 'think tanks' impérialistes et leurs répéteurs locaux. La démocratie participative permet d'impliquer les populations et donc de leur révéler les limites des institutions bourgeoises semi-coloniales. Si les deniers municipaux sont bien gérés dans le cadre d'une démocratie

participative, il faudra bien chercher la cause des problèmes qui subsisteront ailleurs que dans les duperies, les intoxications et autres mensonges bourgeois semi-coloniaux.

En effet toute la période historique avant l'alternance de 2000 jusqu'aux dernières élections locales de 2009 est caractérisée par la soumission de la gauche historique successivement aux familles politiques libérales et social-libérales. Et le mal a profondément pris racine jusque dans les villages les plus reculés de notre pays. Ainsi, dans la Communauté Rurale (CR) d'Ida Mouride deux candidats du PDS se tiraillaient le poste de Président de Communauté Rurale (PCR), les deux autres coalitions ayant au total 11 conseillers contre 35. Les autres coalitions ont décidé de jouer les arbitres en soutenant un candidat libéral contre le PCR libéral sortant vomi par tous. Or ce candidat est non seulement inconnu aux bataillons des luttes populaires et paysannes de la CR, mais qui plus est, il achetait ouvertement les votes de certains conseillers pour préparer son face à face contre le PCR sortant. Peut-on indéfiniment en tant que gauche s'ancrer dans le rôle d'arbitre impuissant des joutes électoralistes entre libéraux et sociaux libéraux ? Le même jour, dans la CR de Fass Tièkène, le même scénario a failli s'y dérouler. Un jeune militant de Ferñent / M.T.P-S y a défendu, dans un premier temps, l'idée de se liquer avec une tendance contestataire du PDS opposée à la candidature désignée par le responsable libéral local pour avoir une commission, notamment la domaniale pour, disait-il, avoir un œil sur une partie de la gestion des terres et pouvoir en informer la population, dénoncer certaines pratiques et être mieux perçu par la population. Cela ne vous rappelle-t-il rien ? La théorie trotskiste de l'entrisme ! Nous lui avons demandé et si aujourd'hui les dirigeants de Ferñent / M.T.P-S sous ce même prétexte se proposaient d'entrer dans le gouvernement de A. Wade ? Ce débat a ainsi été l'occasion d'une démarcation politique d'avec des pratiques qui réduisent la politique à des manœuvres sans principes en vue de « participer au pouvoir », pratiques héritées des partis de la bourgeoisie semi-coloniale libérale et social-libérale. Finalement ce militant en se présentant contre les deux rivaux libéraux pour la présidence de la CR a gagné la sympathie d'un nombre important d'habitants de Fass Tièkène qui l'ont félicité et encouragé pour avoir, dans sa défense des intérêts des populations, osé défier le « sénateur, entrepreneur, transporteur, opérateur économique et nouveau PCR » libéral. Des deux tactiques de la même coalition Pencoo dans les deux communautés rurales d'Ida Mouride et Fass Tièkène du département de Koungheul, laquelle a fait flotter l'étendard de Pencoo ? Laquelle a fait avancer, même d'une once, le travail de Pencoo ? Laquelle a mieux clarifié les choses au niveau des populations ? Laquelle a servi les intérêts de notre famille politique et

partant ceux des masses laborieuses ? Voilà pourquoi nous réaffirons que si l'unité d'action stratégique d'abord de la gauche anti-impérialiste avait prévalu lors de ces élections locales, nous ne serions certainement pas contraints aujourd'hui, tout comme hier, à faire le constat amer suivant : sur les 14 Communes d'arrondissement de Dakar, 12 sont dirigées par le PS et sur les 10 grandes villes du pays, 6 le sont par le PS, 2 par l'AFP, 1 l'APR de Macky Sall et 1 le FSDJ. Voilà pourquoi nous appelons à une relance de la gauche comme moyen de donner aux masses, indépendamment des libéraux et de la social-démocratie, les instruments politi-

ques et organisationnels de leur émancipation comme le disait l'Appel du 28 novembre 2006 pour un front électoral alternatif signé par Ferñent / M.T.P-S et le RTA-S. Appel qui avait donné naissance à Pencu Askani Wi qui a soutenu la candidat de la coalition Jubanti Sénégal lors des présidentielles de 2007. (...)

Force est de constater qu'à l'occasion des élections locales, nous nous sommes, encore une fois comme par le passé, dispersés et avons été incapables de mettre en pratique une alliance stratégique de la gauche anti-impérialiste alternative aux pôles libéral et social-libéral. Cette expérience électorale doit nous inciter à en

revenir à l'esprit des résolutions avancées, suspendues temporairement le temps des élections, pour les mettre en pratique. Combien de conseillers les partis de la gauche authentique ont-ils eu au sortir de ces dernières élections ? Quel est le programme de formation et de suivi de l'activité locale à l'endroit de ces conseillers de Gauche ? Comment agir ensemble pour commencer à faire vivre la démocratie participative à la base ? Ainsi, nous pourrions mutualiser la formation, le suivi et coordonner l'activité des conseillers de gauche au service des populations et de notre stratégie pour l'édification d'une force organisée au plan national et panafricain.

Solidarité avec les 5! Communiqué de l'Association France-CUBA

La Cour Suprême de Justice des Etats-Unis a annoncé lundi 15 juin qu'elle ne réexaminerait pas l'affaire des Cinq Patriotes Cubains. Cette décision empêche nos Cinq frères, injustement incarcérés depuis plus d'une décennie pour avoir infiltré des organisations terroristes basées à Miami, d'avoir ne serait-ce que la possibilité d'un procès juste et impartial hors de Miami.

Ce même système de justice qui refuse la possibilité de réviser l'affaire de nos Cinq frères, c'est celui qui a gracieusement accordé une année supplémentaire au terroriste international Luis Posada Carriles pour mieux préparer sa défense. C'est celui qui laisse impunies des dizaines d'organisations criminelles dont le siège est à Miami. C'est celui qui n'instruit pas une seule des plaintes contre ceux qui attentent à la vie de nos peuples. C'est celui qui ignore le rapport du Groupe de Travail sur les détentions arbitraires de l'ONU qui a déclaré leur détention arbitraire et illégale.

Par cette décision non seulement on se moque des sollicitations des avocats de

la défense, mais également de l'appel universel de 10 Prix Nobel, de dizaines de juristes, de Parlementaires et d'organisations qui à travers le monde entier ont exprimé dans 12 écrits des « Amis de la Cour » la nécessité de réviser une affaire marquée par de très nombreuses violations, et ce dès le moment où les Cinq furent arrêtés.

Rien ne nous surprend dans un système qui a permis la légalisation de la torture la plus atroce et accepte impudemment que pendant que Cinq innocents croupissent injustement en prison, des criminels comme Posada, Bosch, Basulto ou Frómata parmi tant d'autres, se promènent librement dans les rues de Miami.

Ce jour restera marqué sur nos calendriers comme le jour de la honte du système judiciaire des USA et de l'inaction du gouvernement d'Obama face aux groupes terroristes qui séquestrent la justice.

Il restera également marqué comme le début de la nouvelle résistance qui, à partir d'aujourd'hui, sera la notre dans le monde entier jusqu'à ce que nous obte-

nions la liberté de Gerardo, Ramón, René, Antonio et Fernando.

Nous n'allons pas attendre la prochaine date anniversaire de leur arrestation pour célébrer une Journée Internationale de Solidarité. Elle prendra les mille formes par lesquelles les peuples savent transformer la douleur et l'indignation en lutte, dans les rues, face aux ambassades des USA, dans les Universités, dans les Parlements, dans les Eglises, avec nos humbles ressources et nos modestes moyens, mais avec toute la force que nous donne la vérité et la raison.

Parce que nous avons la certitude que, comme l'a dit Gerardo en apprenant la nouvelle, « tant qu'il restera une personne qui lutte dehors, nous, nous continuerons à résister jusqu'à ce que justice soit faite ».

Cette Journée Internationale pour la Liberté des Cinq commence aujourd'hui et continuera chaque jour de notre vie jusqu'à ce qu'ils reviennent libres dans leur Patrie.

Demandons à nos amis de par le monde d'exiger plus que jamais du gouvernement d'Obama qu'il mette fin à cette colossale injustice et qu'il ordonne la remise en liberté immédiate des Cinq.

Le 5 juin 2009, comme chaque 1er vendredi du mois, sous les arcades de l'hôtel de ville d'Arras, des militants de divers partis, syndicats et associations manifestent entre 18 et 19 heures pour exiger la libération des cinq Cubains.



« Compte tenu de l'expérience que nous avons eue, la décision de la Cour Suprême ne me surprend pas. Je n'ai aucune confiance dans le système de justice des Etats-Unis. Il n'y a plus aucun doute que notre affaire a été dès le début une affaire politique parce que non seulement nous avons tous les arguments légaux nécessaires pour que la Cour accepte la révision, mais aussi parce que nous avons pour nous un appui international croissant qui se reflète dans les Amicus présentés à la Cour en notre faveur. Je répète ce que j'ai dit il y a un an, le 4 juin 2008, que tant qu'il restera une personne qui lutte au dehors, nous, nous continuerons à résister jusqu'à ce que justice soit faite ».

Gerardo Hernández Nordelo (15 juin 2009 – Prison de Victorville, Adelanto, Californie)

ELECTIONS EN AFRIQUE DU SUD

POURQUOI LES IMPERIALISTES ONT PEUR DE LA VICTOIRE DE J. ZUMA ?

L'Afrique du Sud post-apartheid a vécu jusqu'ici sur cette formidable conquête démocratique qu'a été l'adoption du principe du suffrage universel « un humain = une voix ». N. Mandela, près de 30 ans en prison, l'ANC et le PCSA ont incarné le combat anti-apartheid qui a abrogé la ségrégation raciale, cette forme particulièrement odieuse de la colonie de peuplement qu'est l'Afrique du Sud. Toutes les classes sociales, à l'exception des féodaux qui se sont scindés en deux groupes distincts, collaborateurs et résistants, se sont unies dans la lutte contre la discrimination raciale systématisée jusqu'à la victoire au début des années 90.

Différenciation sociale et politique au sein de l'ANC

La fin de l'apartheid a enclenché un processus de différenciation sociale au sein du mouvement national anti-apartheid. En effet, l'apartheid excluait par sa nature coloniale et donc constituait un frein à l'émergence d'une bourgeoisie nationale africaine. Mais comme l'analyse Pallo Jordan, un dirigeant historique : « En 1994, quand nous sommes arrivés au pouvoir, il n'y avait pas une seule société d'Etat ou privée dirigée par un noir. Aujourd'hui, il y en a une multitude dans tous les secteurs. Ces sociétés emploient des dizaines de milliers de gens qui sont membres ou sympathisants de l'ANC. A l'intérieur de l'ANC, on a donc, face à face, des patrons et des salariés... Malgré les appels répétés, la direction de l'ANC, dont je fais partie, a refusé de voir les conséquences de cette politique qui a profondément changé la société. Et cela nous explose aujourd'hui à la figure » (Afrique-Asie, mai 2009). En fait, l'élite petite-bourgeoise dirigeante de l'ANC au pouvoir constate qu'« Il y a des millions de gens qui vivent dans les townships et les bidonvilles. La différence de revenus entre les noirs a atteint des proportions que nous n'avions pas prévues. Le dernier rapport de l'ONU sur l'habitat montre que les villes sud-africaines comptent parmi les plus inégalitaires au monde » (idem). C'est ainsi que « s's sont développées à l'intérieur de l'ANC plusieurs tendances prônant des stratégies différentes, comme celle du Parti communiste sud-africain (SACP) avec « class project 1996 », et personne n'écoute l'autre. C'est ce qui s'est produit à la conférence de Polokwane, et qui a provoqué le départ de ceux qui ont formé ensuite le Congrès du peuple (Cope) » (idem).

Mais à la 'cohabitation' entre les classes sociales anti-apartheid dans l'ANC s'est juxtaposée dans le processus de la gestion du pouvoir politique une stratégie politique de « développement du capitalisme noir » (Black Economic Empowerment – BEE-), incarné par Thabo Mbeki, qui a été au centre des négociations qui ont conduit à l'abrogation de l'apartheid politique sans toucher au fondement de

l'apartheid économique toujours existant. Il s'agit là d'une stratégie économique d'intégration d'une bourgeoisie noire sud-africaine dans la re-mondialisation capitaliste libérale. Mais, même là aussi, « Les grandes compagnies capitalistes ont anticipé ce que le gouvernement avait l'intention de faire. Elles se sont restructurées de manière à répondre aux obligations du BEE (prises de participation, formation de consortium mixte, etc.) mais sans perdre le contrôle de l'économie. Elles ont ouvert au BEE les entreprises les moins rentables. Beaucoup ont fait faillite deux ou trois ans plus tard alors que les emprunts avaient été faits auprès des mêmes capitalistes blancs... Il y a une énorme résistance de la classe capitaliste blanche contre la 'déracialisation' des richesses » (idem).

L'affrontement électoral entre Jacob Zuma et Thabo Mbeki doit être analysé comme une opposition entre cette fraction de la nouvelle bourgeoisie noire qui constate que « nous avons une égalité 'légal', inscrite dans la Constitution, mais pas 'réelle', (que) nous avons une démocratie formelle qui bien sûr est meilleure que le système d'apartheid mais nous voulions plus que ça » (idem) et celle qui se contente de la « nouvelle nation sud-africaine ... arc-en-ciel ... illusion d'optique ... (dans lequel) chaque couleur reste à sa place » (idem).

Une alliance entre les classes exploitées et une partie de la bourgeoisie noire

C'est ce que représente politiquement Jacob Zuma qui sur 77% de participants a obtenu 65,9%. Les médias occidentaux se sont littéralement défilés sur le candidat de l'ANC parce que justement celui-ci était porté par une aspiration des classes populaires à stopper les politiques libérales de Thabo Mbeki, à une prise en charge par l'Etat de l'éducation, la santé, de l'accès à l'eau potable, aux logements sociaux, etc. En d'autres termes, c'est la montée en puissance de la revendication, que les profiteurs bourgeois blancs de l'apartheid et noirs de la « mondialisation » payent la facture sociale de la misère et de la pauvreté. Dans l'Afrique du Sud des bidonvilles se sont développées des associations qui mobilisent les populations sur ces questions sociales.

Une autre question coloniale fondamentale est celle de la propriété de la terre : 83% des terres agricoles et pratiquement 100% des terres irriguées sont détenues par les Blancs dont les exploitations dépassent en moyenne 1 500 hecta-

res. La production agricole ne représente que 3 à 4% du PIB d'un pays qui est un grand exportateur de diamant et d'or. Mais la fin de l'apartheid a été négociée sur une base que l'on peut simplifier par une formule: aux Noirs le droit de vote et le pouvoir politique, aux Blancs le pouvoir économique. En arrivant au pouvoir, Nelson Mandela avait prévu de redistribuer en cinq ans aux agriculteurs noirs qui vivent dans la misère 30% des terres spoliées par une loi de 1913. Quand il a cédé le pouvoir à Thabo Mbeki, à peine 1,3% des terres avaient été remises aux Noirs. La conséquence de cette extrême lenteur est l'émergence d'un mouvement de " paysans sans terre " qui réclament, à défaut d'une vraie réforme agraire, la restitution aux Noirs des terres non cultivées, mais gardées sous le coude, par les propriétaires blancs.

L'exemple Zimbabwéen se profile t-il derrière l'élection de J. Zuma ? C'est l'avenir qui le dira. Mais faut-il rappeler que Mugabe, que la propagande impérialiste occidentale voue aux gémonies aujourd'hui, avait été hier, le « parfait modèle d'une décolonisation réussie » lorsqu'il signa les « accords de Lancaster House » par lesquels lui était promis une « aide » anglo-US contre le maintien des propriétés agricoles des racistes blancs qu'il a dépossédés ensuite pour redistribuer leurs surplus de terres aux paysans noirs.

J. Zuma fait peur à l'occident impérialiste, car son élection reflète les contradictions montantes au sein de la société de l'Afrique du Sud post-apartheid qui posent la nécessité de prolonger l'abrogation de l'apartheid politique par l'abrogation de l'apartheid économique sur fond de crise générale de surproduction du capitalisme mondial, crise qui entraîne aussi la remise en question des politiques libérales.

Aux USA les pauvres et les classes populaires ont voté contre le libéralisme et les guerres agressives coloniales Yankee, en Afrique du Sud les pauvres et les classes populaires ont voté contre le libéralisme et l'apartheid économique.



SEMINAIRE DE FORMATION DES CADRES: BILAN ET PERSPECTIVES

C'est dans la pratique que se développe et l'envie, et la capacité

Les 8, 9 et 10 mai s'est tenu à Villeneuve d'Ascq un séminaire de formation organisé par le Cercle Henri Barbusse. Ce séminaire avait pour thème: « *Etre dirigeant de lutte des classes dans un contexte de crise systémique* » Ces deux journées et demi de formation furent un succès tant par le nombre de participants, le sérieux de ceux-ci que par la qualité des exposés et des échanges.

37 participants venus de différentes régions de France (Nord, Paris, Alsace, Marseille), de différents cercles (Cercle Henri Barbusse, Coordination Communiste 59/62, Cercle communiste de la région parisienne, Cercle communiste d'Alsace, Rouges Vifs Marseille), du monde syndical et du PCF. Pour une première formation de ce type, le nombre élevé de participants qui, pour certains comme Charles Hoareau, n'ont pas hésité à traverser le pays, démontre l'aspiration et le besoin bien compris d'approfondir la théorie pour améliorer la pratique ainsi que la capacité du Cercle Henri Barbusse à réunir, au-delà des différences, des camarades venus d'autres horizons pour débattre et progresser ensemble vers une plus grande unité idéologique. La méthode utilisée (exposé préliminaire, travail en atelier puis restitution en séance plénière) a permis d'intensifier les échanges et de mener des débats de fond sincères dans une volonté unanime d'écoute de l'autre. Cette atmosphère fraternelle d'écoute et de respect mutuel fut palpable durant toute la durée des travaux.

La démarche se voulait unitaire et rassembleuse autour d'idées fondamentales et résolument en dehors de tout sectarisme qui provoque l'émiettement du mouvement communiste. Elle avait pour but de se réapproprier la théorie marxiste-léniniste de la notion de dirigeant et de la confronter à la situation actuelle de crise générale du système capitaliste à travers les expériences de chacun des participants. Et c'est bien cette confrontation entre théorie, situation actuelle, pratique et analyse de pratiques qui fut au coeur de ces trois jours de formation.

Si les périodes de crise révèlent la réalité du système capitaliste, elles révèlent aussi celle du mouvement communiste et démontrent la nécessité de l'existence d'un parti communiste qu'il nous faut aujourd'hui reconstruire. Dans la période actuelle les luttes s'intensifient et s'inscrivent de plus en plus dans la durée et la radicalisation. Cette situation, inédite depuis 1929, de crise au coeur du système impérialiste amène avec elle les trois questions suivantes: quelle doit être la place des communistes dans le mouvement social? De quel type de dirigeants avons-nous besoin dans les organisations de masses et les syndicats? Quel contrôle des dirigeants? C'est à ces trois questions, introduites chacune par un exposé, que les débats ont cherché à apporter les réponses appropriées à travers l'étude de textes et les expériences -ou le manque d'expérience- de luttes des participants.

Cette formation, aussi important que fut son succès, n'est pas une fin en soi. Il ne s'agissait pas uniquement de débats théoriques et de confrontations de pratiques. Ce séminaire s'inscrit dans le processus de reconstruction du parti communiste révolutionnaire dont les travailleurs ont besoin

A l'issue d'un séminaire de formation des cadres qui a plus mis en lumière ce qui nous unit que ce qui nous divise, qui a démontré que nous avons plus de points communs que de divergences, il apparaît que la reconstruction communiste doit développer en son sein la pratique du débat démocratique intransigeant sur les principes et l'unité d'action dans le cadre des trois dimensions suivantes de la lutte de classe : lutte idéologique, politique et économique.

Car ce n'est pas le rassemblement qui fait l'unité idéologique mais bien l'unité idéologique, construite par un débat franc et patient, qui fait le rassemblement, car l'unité idéologique doit entraîner l'unité politique et l'unité d'action dans les luttes des masses contre les désastres sociaux du capitalisme en crise.



Villeneuve d'Ascq

Séminaire de formation • 9 et 10 mai 2009

